

WORLD POLICY CONFERENCE

PREMIÈRE ÉDITION, 6-8 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE

www.worldpolicyconference.com



WORLD POLICY CONFERENCE

PREMIÈRE ÉDITION, 6-8 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE

Sommaire

Préface	page 3
Programme	page 4
Ouverture	page 6
Sessions plénières	page 12
Déjeuners et dîner débats	page 24
Ateliers	page 30
Clôture	page 48
Intervenants	page 56
Discours d'ouverture et de clôture	page 61
Presse	page 73
Partenaires et organisateur	page 78

Préface



La World Policy Conference (WPC) est une initiative de l'Ifri. Sa mission est à la fois ambitieuse et modeste : être utile à la redéfinition et à la reconstruction de la gouvernance mondiale. À cette fin, nous avons voulu rassembler autour de leaders de la planète divers acteurs de la vie collective, parce que nous pensons que c'est de l'interaction entre différents types d'acteurs que peuvent émerger des idées et des solutions novatrices. La WPC a aussi nécessairement pour objet de contribuer au diagnostic de l'état du monde, de comprendre où il va. Il n'y a pas de thérapeutique sans diagnostic.

Depuis que l'Ifri a lancé cette initiative il y a un an, le monde est entré dans une période de grandes turbulences. Si nous ne parvenons pas à aller directement, si j'ose dire, de 1929 à 1945, c'est-à-dire à passer directement de la crise à la reconstruction, nous risquons le retour de tragédies plus ou moins comparables à celles des années 1930.

Ma conviction est que cette crise marque 2008 comme point de départ du *xxi*^e siècle. Nous sommes les témoins de la fin de l'unipolarité. À l'horizon prévisible, le monde sera multipolaire, hétérogène et global. Nous avons à redécouvrir la diversité du monde, car la gouvernance mondiale, pour l'avenir, ne peut reposer que sur la connaissance des autres, le respect mutuel et l'écoute. Les mots clés sont ici la curiosité et surtout la tolérance.

Pour cette première édition de la WPC, 650 participants venant d'une quarantaine de pays se sont réunis, manifestant leur volonté de promouvoir la coopération et le dialogue. Plus de 250 journalistes représentant une centaine de médias ont couvert l'événement. Même si cette conférence n'est que la première, ses débats ont débouché sur des pistes à explorer pour que le monde fasse un nouveau pas dans le sens d'un progrès global de l'humanité. L'équipe de la WPC va s'attacher à approfondir ces pistes.

Je voudrais remercier très chaleureusement les leaders qui, par leur présence à cette première édition, nous ont témoigné leur confiance, ainsi que tous les autres participants qui ont donné sa spécificité à cette conférence. Mes remerciements vont également à tous ceux qui ont contribué à l'organisation de cet événement.

L'œuvre de reconstruction qui est devant nous est titanesque. Elle ne s'accomplira pas du jour au lendemain.

Je vous donne rendez-vous à l'automne prochain.

Thierry de Montbrial
PRÉSIDENT ET FONDATEUR
NOVEMBRE 2008



WORLD POLICY CONFERENCE, PREMIÈRE ÉDITION, 6 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE

OUVERTURE



WORLD
POLICY
CONFERENCE



EXTRAITS* DE LA LETTRE DE

François Fillon

PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

« L'Institut français des relations internationales a fait preuve d'une prescience remarquable en lançant, avec la World Policy Conference, un dialogue à très haut niveau d'un type nouveau, centré sur la question de la gouvernance internationale. Car l'on voit bien, en cet automne 2008, qu'il s'agit de l'un des enjeux majeurs du siècle qui commence. (...)

La France, avec d'autres, ne s'y résout pas. Et elle s'efforce, avec constance, de contribuer à l'élaboration d'une réponse. (...)

La priorité, à nos yeux, est de mieux associer les pays émergents à la gestion de ce monde complexe, en échange d'une plus grande responsabilisation de leur part. Le Président Nicolas Sarkozy ne cesse de dire ce qui devrait être une évidence pour chacun : la réforme du Conseil de sécurité doit être relancée d'urgence. Il faut passer progressivement d'un G8 à un G14. (...)

Mais, au-delà des réformes institutionnelles, il faut que les États retrouvent un rôle central d'orientation et d'initiative. Ils le peuvent, pour peu que la volonté politique soit au rendez-vous. (...)

Je suis très heureux et fier de la naissance, en France, de ce nouveau forum, appelé à devenir un rendez-vous important dans l'agenda diplomatique. Il ne pouvait trouver meilleur parrain que l'Ifri.

Je vous souhaite à tous des travaux fructueux, des idées audacieuses, et, surtout, des propositions concrètes. Nous sommes à votre écoute. »

EXTRAITS* DU DISCOURS D'OUVERTURE DE

Thierry de Montbrial

PRÉSIDENT ET FONDATEUR

« D'abord, l'origine de cette WPC, World Policy Conference. C'est une décision que nous avons prise il y a environ un an à l'Ifri à partir d'un constat qui repose sur quatre points :

Premier point : l'accélération de l'Histoire. (...)

Deuxième point : la conviction que le rêve de la "fin de l'histoire", selon la fameuse formule de Francis Fukuyama, était une illusion. (...)

Troisième point : un besoin d'État. Les États sont importants, tout simplement parce qu'ils représentent par définition les intérêts collectifs.

Quatrième point : (...) les États doivent être remodelés et doivent organiser entre eux une coopération à la fois souple et renforcée. (...)

Ce que nous voulons, c'est contribuer à faire émerger des solutions. (...)

Pour faire œuvre utile, nous voulons mettre ensemble, selon des formules appropriées, des leaders de cette planète, c'est-à-dire des personnalités qui exercent effectivement des responsabilités. (...)

Enfin, cette conférence se réunira tous les ans. Et entre deux réunions, nous travaillerons.

Il y aura un travail continu pour exploiter les idées qui auront émergé, et tenter de les incarner, de les faire passer dans le domaine de l'action. (...)

À l'horizon prévisible, pour les 15 ou 20 ans qui viennent, le monde sera multipolaire, hétérogène et global. Ce ne sont pas des mots creux. (...) *Multipolaire*, c'est-à-dire qu'il y aura plusieurs puissances qui devront trouver entre elles certaines formes d'équilibre. *Hétérogène*, cela veut dire qu'il n'y aura pas d'unanimité idéologique. (...) *Global*, parce que les traits essentiels de l'interdépendance accrue caractéristique de la mondialisation devraient subsister. Il nous faut donc élaborer de nouvelles règles du jeu, politiques et économiques, assorties de "mesures de confiance", comme on disait au temps de la Guerre froide. »

*Texte intégral page 62



A wide-angle photograph of a large conference hall. The audience, consisting of many people in business attire, is seated in rows of wooden desks, facing a stage. On the stage, a panel of approximately ten people is seated in a semi-circle. A large screen at the back of the stage displays a presentation slide with the text 'World Policy Conference' and 'October 6-8, 2008'. The hall has a modern, wood-paneled interior with balconies on the upper levels.

SESSIONS PLÉNIÈRES

WORLD POLICY CONFERENCE, PREMIÈRE ÉDITION, 6-8 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE

Lundi 6 Octobre 2008 • 10h15 - 12h30 • Modérateurs : Quentin Peel, The Financial Times - Jim Hoagland, The Washington Post

WORLD
POLICY
CONFERENCEWORLD
POLICY
CONFERENCE

« Je pense que l'un des défis auquel nous sommes confrontés dans l'Union européenne et dans l'Occident libéral et démocratique est la solidité de notre ossature morale alors que d'énormes sommes d'argent sont jouées en Bourse, que le capitalisme est tout puissant et que les États pétroliers disposent de ressources immenses et n'ont pas besoin de respecter les règles de transparence démocratiques. L'une des difficultés à laquelle nous devons faire face depuis un certain temps est que les principes occidentaux de transparence, l'autorité de la loi et la démocratie libérale peuvent être pervertis soit par l'argent et ses utilisations corruptives, soit par des accords dérogatoires. (...)

En fin de compte, je pense que nous devons défendre notre unité, fondée sur nos valeurs de démocratie libérale et d'autorité de la loi, parce que chacun de nous est petit, même l'Allemagne et la France sont petits comparés à la Chine. »

Toomas Hendrik Ilves
Président de la République d'Estonie

« Un partenariat pour un changement mondial constructif peut être considéré comme l'indicateur de notre capacité à changer notre monde. (...) De même l'engagement le plus large pour assurer un meilleur avenir à tous constituera un facteur déterminant de l'amélioration de notre monde. (...) Une volonté résolue d'unir le monde autour d'engagements à long terme dans les domaines de l'humanitaire et du développement, s'appuyant sur une responsabilité partagée et se donnant pour objectif un "partenariat mondial des égaux" des Nations unies, constitue un pas important pour chacun et pour tous, quelle que soit la région du monde dont nous venons. »

Raila Amolo Odinga
Premier ministre de la République du Kenya

« Le recours à des mesures exceptionnelles ne signifie pas l'abandon des principes de base de l'économie de marché (tels qu'une vraie politique de concurrence), ou un chèque en blanc aux banques ou l'oubli des règles principales sur lesquelles est construite l'Union monétaire européenne. (...) Une réponse globale à la crise des marchés mondiaux nécessite que des solutions soient envisagées au niveau mondial. En 2008, nous avons besoin d'une nouvelle conférence de "Bretton Woods" (...) En aucune façon la communauté internationale ne pourrait accepter que l'intégrité territoriale de la Géorgie soit remise en question par des décisions unilatérales prises à Moscou. (...) Aujourd'hui, l'Union européenne, agissant comme force de paix dans le monde, considère que le dialogue interculturel est l'un des éléments les plus importants pour notre stratégie de paix. »

Hans Gert Pöttering
Président du Parlement européen

« Trois conclusions :
- Promouvoir une coopération plus étroite et pragmatique entre les principales institutions de sécurité (...)
- Impliquer de manière constructive les nouveaux poids lourds d'aujourd'hui et les faire s'engager dans l'entreprise commune. En ce qui concerne "mon" institution, l'OTAN, je pense que notre politique de partenariat est encore porteuse d'un potentiel considérable. (...)
- Rallier d'autres pays, en particulier les puissances émergentes, à un programme commun. Avec des ressources financières et militaires en diminution, et une augmentation de la demande intérieure, les nations ne peuvent poursuivre un programme raisonnable orienté vers l'extérieur, qu'à condition qu'elles agissent ensemble et partagent leurs difficultés. Ce programme commun ne peut plus être purement occidental. »

Jaap de Hoop Scheffer
Secrétaire général de l'OTAN

« Quand j'étais jeune, les États-Unis et l'Europe étaient, pour les pays en développement, des modèles, des exemples pour la recherche de la connaissance et de l'expérience. Les dernières semaines ont montré que ces exemples n'ont pas répondu à nos attentes. Quand les problèmes de développement économique, politique et social sont considérés, on voit que deux poids et deux mesures sont appliqués à travers le monde. (...) Les aides ou les promesses d'aides demandées par les Nations unies aux pays riches, pour les pays pauvres, devraient représenter 0,4 % de leur PIB. L'Arabie Saoudite, depuis 30 ans, donne 4 % et non 0,4 % de son PIB comme aide. »

Turki Al Faisal
Directeur du Centre Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques

« Pour que la mondialisation soit irréversible, elle doit être acceptée. Pour être acceptée, elle doit être gouvernée. Pour que la mondialisation soit gouvernée, il faut qu'il y ait une coordination multilatérale. (...) Vous pouvez soit être désintégrés par cette crise financière énorme, si les réponses sont disparates et désespérées, soit vous pourrez trouver dans cette situation une occasion nouvelle d'améliorer le processus d'intégration. L'intégration européenne s'est toujours développée à l'occasion des crises. »

Mario Monti
Président de l'Université Bocconi de Milan



« Ce n'est pas seulement au Nord que l'on peut trouver des cerveaux, des intelligences et des initiatives, nous devons donc travailler ensemble pour trouver des solutions. Si nous voulons changer le monde, nous devons le faire progressivement, étape par étape, dans la paix et non dans les conflits, et au travers d'échanges d'idées comme nous sommes en train de le faire ce matin. Nous ne devrions pas croire que les gens du Nord, enfermés dans leurs bureaux, peuvent résoudre tous les problèmes du monde. Nous devons impliquer l'Afrique. Nous devons associer ce continent. »

Abdoulaye Wade
Président de la République du Sénégal



« Les frontières déterminent les limites territoriales de chaque État. Mais elles ne déterminent pas les limites des peuples. Des peuples peuvent vivre des deux côtés de la frontière. Les frontières existeront tant qu'il y aura des États. La question est : à quoi servent les frontières ? Elles doivent rapprocher et non séparer les États et les peuples. (...) Aujourd'hui, il y a environ 200 États dans le monde ; 192 d'entre eux sont membres des Nations unies. Nous devons également avoir à l'esprit le fait qu'il y a des centaines de cultures à travers le monde. De même il existe des centaines de milliers de compagnies transnationales. Cela signifie que le monde actuel, comme je l'ai déjà dit, est interdépendant, mais également économiquement, sociologiquement et biologiquement indivisible. »

Stepan Mesic
Président de la République de Croatie



« Il y a des changements qui n'en sont pas. (...) L'efficacité signifie qu'un bon gouvernement doit être assez compétent pour régler n'importe quel problème avant qu'il ne se transforme en désastre. (...) Nous vivons tous dans le XXI^e siècle. (...) Une bonne gouvernance veut dire un gouvernement fiable et responsable. (...) Se changer soi-même, pas les autres, est le plus difficile, mais c'est le meilleur et le plus court chemin pour réussir. Les petits pays ne peuvent pas se payer le luxe d'avoir des gouvernements "coûteux". (...) Les petits pays ne peuvent pas se permettre d'avoir des problèmes avec d'autres pays, y compris avec leurs voisins immédiats. (...) Une législation forte vaut mieux que des dirigeants forts dans tous les pays quelle que soit leur taille. Mais c'est encore plus vrai pour les petits pays. »

Nambaryn Enkhbayar
Président de la République de Mongolie



« Contrairement à ce qui se passait dans le monde unipolaire antérieur, on peut s'attendre à ce que la prise de décision au niveau mondial soit plus compliquée et nécessite plus de temps. (...) Le bouleversement des équilibres économiques mondiaux requiert une réforme majeure du système de gouvernance mondiale. Les infrastructures institutionnelles qui n'ont pas bougé depuis les années 1940 doivent être rendues politiquement plus légitimes et opérationnellement plus efficaces. Dans ce sens, je pense que la proposition du Président Sarkozy d'agrandir le G-7 en un G-13/14 va dans la bonne direction. (...) Ce dont nous avons besoin, c'est d'une régulation et d'une supervision qui soient fonctionnelles. Mais la crise financière actuelle ne devrait pas être utilisée pour revenir à une finance étatique. »

SaKong Il
Représentant personnel du président de la République de Corée



« Les sociétés latino-américaines semblent être déçues. En dépit des progrès incontestables de la démocratie, ces sociétés n'ont toujours pas reçu tous les bienfaits qui vont de pair avec les institutions démocratiques. (...) La pauvreté est toujours présente en Amérique latine : 43 % de la population vit dans la pauvreté, dont 18 % dans l'extrême pauvreté. (...) Aujourd'hui c'est de l'intérieur des institutions démocratiques, par l'utilisation de ses règles, que l'on mine les fondements de la démocratie. (...) Il est évident que la région manque d'une attention des grands pôles du pouvoir mondial à la hauteur de ses défis et de son potentiel. La coopération internationale est centrée sur les pays à faible revenu et n'est pas adaptée pour les économies moyennes. »

Juan Manuel Gomez-Robledo V.
Représentant du président des États-Unis du Mexique



Mardi 7 Octobre 2008 • 17h15 - 18h45 • Modérateur : Jacques Mistral, Directeur des études économiques à l'Ifri



« La crise financière est dorénavant devenue une crise économique globale qui risque de faire de 2009 une année d'arrêt de la croissance. Il y a six mois, on pensait que la croissance serait meilleure qu'attendue, mais nous assistons, semble-t-il, à une crise dont les effets négatifs sur l'économie réelle sont encore plus importants que prévus. Nous devons nous préparer à un très sérieux ralentissement de la croissance globale et, évidemment, essayer de préparer la relance. (...) D'abord la question de la supervision du système financier par les banques elles-mêmes est posée depuis plusieurs années. Quel serait le meilleur rôle que les banques centrales pourraient ou devraient jouer dans ce système ? (...) Ensuite, je suis enclin à penser que dans toute société humaine, les risques doivent être équilibrés et contrebalancés : la prise de risques comme facteur de croissance et de concurrence d'un côté, et le besoin de sécurité de l'autre. Il semble que ce capitalisme financier que nous connaissons bien depuis une dizaine d'années, ait trop penché du côté de la prise de risque. (...) Le dernier aspect que je voudrais développer se rapporte aux questions internationales. Monsieur Trichet nous a parlé de l'excellente coopération qui existe entre les banques centrales. (...) »

Le FMI ne pourrait-il pas jouer un rôle de premier plan en matière de coordination des politiques économiques et fiscales, et de politique financière, en aidant tous les pays par des consultations, du dialogue et en encourageant la coopération ? »

Kemal Dervis
Administrateur du Programme
des Nations unies pour
le développement

La crise actuelle est sans précédent, car elle affecte le cœur du système financier mondial. (...) Elle est indissociable des mutations structurelles de l'économie mondiale, de la globalisation et de l'intégration du système économique et financier planétaire. (...) Le sentiment que nous – présidents de banques centrales – avons toujours eu était qu'il y avait une très grave sous-évaluation des risques dans le système financier. (...) Nous avons également dit publiquement, bien avant les turbulences d'aujourd'hui, que le secteur privé devait se préparer à des corrections par le marché, ces corrections étant inévitables. (...) La raison pour laquelle les opérateurs des marchés sous-estimaient les risques venait de ce que, pendant longtemps, nous avons bénéficié d'une croissance remarquable avec une inflation très faible. (...) Au cours des dernières années, nous avons connu un déséquilibre épargne-investissement dans plusieurs grandes économies. (...) Incontestablement, un environnement (...) dans lequel les capitaux – souvent désespérément – cherchent des occasions d'investissement est très dangereux. (...) Une autre raison de la crise réside dans la très rapide augmentation des produits dérivés. (...)

La coopération internationale est désormais d'une extrême intensité. Nous, banquiers centraux, veillons à maintenir des relations étroites et confiantes. (...) Un consensus existe bien sur la nature du problème : c'est un problème global et, par conséquent, la solution doit être globale. (...) Nous avons besoin de beaucoup plus de transparence : transparence des institutions, des investissements financiers, des marchés. (...) Ce qui est inadmissible, c'est que nous amplifions les cycles économiques par des règles comptables et financières que nous établissons pour encadrer le jeu des acteurs économiques et financiers. (...) L'élimination de l'amplification de ces cycles est l'une des clés de notre démarche. (...) Nous voici au début d'une réforme fondamentale du système financier international, et il ne doit y avoir aucun tabou.

Jean-Claude Trichet
Président de la Banque centrale
européenne


 WORLD
POLICY
CONFERENCE


« Je crois que l'on a parlé d'une OMC à deux vitesses. Pascal Lamy, qui, à cette époque, représentait l'Union européenne, a fait valoir que les hommes politiques aimeraient cette idée mais que les hommes d'affaires la détesteraient. (...) »

Je crois que le principal problème est de construire une gouvernance dans le domaine économique, pas un super-État mais un instrument efficace, incluant tous les leaders de la finance, les ministres, etc., et qui mettrait en place toutes les sécurités nécessaires pour éviter le retour d'une telle crise. (...) »

Maintenant, comment pouvons-nous restaurer la confiance ? Il n'y a pas de solution miracle, je crois que la confiance doit se construire sur la durée. Et je crois que, s'il y a une leçon à tirer de cette crise, et il y en aura une seule, c'est quelle obligera les hommes d'État du monde entier, quelle que soit leur couleur, à être responsables et à agir sans relâche, pour faire des promesses qu'il pourront tenir. »

Pascal Couchepin
Président de la Confédération suisse



« La balkanisation des Balkans peut être inversée. Adhérer à l'Union européenne est pour les régions la seule voie possible pour renforcer leur intégration et leur réconciliation. (...) »

Nous savons tous qu'il y a des douzaines de régions séparatistes à travers le monde. De nombreux conflits actuels pourraient dégénérer. (...) »

Mon pays soutient un renforcement de l'engagement européen partout en Serbie, y compris au Kosovo. (...) »

Le Kosovo est le symptôme d'une maladie plus vaste que nous ressentons tous. Je pense qu'il peut apporter une partie de la solution. »

Boris Tadic
Président de la République de Serbie



« Le changement climatique est réel, irréfutable et il est urgent de le prendre en compte. C'est pourquoi Total est en première ligne pour relever ce défi aux niveaux tant local que mondial. Une approche pragmatique doit imaginer des solutions qui protègent l'environnement sans remettre en cause la croissance de l'économie mondiale. (...) »

La question du changement climatique doit nous faire prendre conscience que des réformes profondes dans nos sociétés et dans nos comportements sont absolument nécessaires. Le coût économique des politiques climatiques, les compromis indispensables, les incertitudes doivent être débattus sur la place publique. »

Christophe de Margerie
Directeur général de Total





« La démocratie n'existe pas sous forme de "génération spontanée". La démocratie est une culture qui se construit dans le temps long. (...) C'est dire combien est inacceptable, vaine et humiliante la "démocratie aéro-portée" dans les flancs des bombardiers en Irak par exemple. (...) Il faut aider les peuples à accoucher eux-mêmes de la démocratie. »

Mohammed Bedjaoui
Ancien ministre algérien
des Affaires étrangères



« La démocratisation de nombreux pays présente des avantages et des inconvénients pour la gouvernance mondiale parce que les problèmes internationaux sont politisés et la démocratisation tend à exciter le nationalisme. (...) Des liens de plus en plus étroits se nouent entre politique et économie, entre politique intérieure et politique extérieure. La crise financière mondiale actuelle va certainement avoir des répercussions sérieuses sur la politique et la sécurité de nombreux pays dans le monde. »

Hang Sung-Joo
Ancien ministre des Affaires étrangères
de la République de Corée



« On peut constater partout les faiblesses évidentes du système de gestion mondiale. Vous voyez cette faiblesse en économie, en diplomatie et en défense. Cette carence se révèle être une menace grandissante pour la stabilité mondiale. (...) Les relations entre la Russie et l'Amérique offrent un bon exemple de mauvaise gestion. (...) Il est également évident que les organisations régionales se trouvent dans une sorte de chaos. (...) Nous devons savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, en sécurité, en économie et en droit. »

Igor Ivanov
Ancien ministre russe des Affaires
étrangères



« Il n'y a pas d'architecture du monde. L'Occident a en grande partie gâché ses chances après la guerre froide, et il se rend compte aujourd'hui qu'il perd la main. (...) Il faut donc refonder le multilatéralisme, en cessant d'être obsédé par la constitution de gros ensembles. »

Hubert Védrine
Ancien ministre des Affaires étrangères
de la République française



DÉJEUNERS & DÎNER DÉBATS

WORLD POLICY CONFERENCE, PREMIÈRE ÉDITION, 6-8 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE

Lundi 6 Octobre 2008 • 13h00 - 15h00

**Déjeuner 2 • Modérateur : Jacques Mistral**

« Je crois que personne, vraiment personne dans le monde, ne sait où nous en sommes de la crise, moi non plus. »

Mario Monti

« Nous sommes confrontés à une question plus profonde : le système économique et social dans lequel le marché et les profits sont les motifs dominants est-il vraiment défendable ? »

Kemal Dervis

**Déjeuner 1 • Modérateur : Thierry de Montbrial**

« Les peuples kenyan et de nombreuses régions d'Afrique ont montré leur détermination à défendre leurs droits par des voies démocratiques en demandant à leurs dirigeants de rendre des comptes. » **Raila Odinga**

« Nous devons intégrer le fait que la Russie est notre voisine. Avec la Fédération de Russie, nous devons avoir des relations bilatérales pragmatiques, modérées et pacifiques. » **Arseni Iatseniouk**

« Ceux qui se posent en champions de ces idées – regroupées sous l'étiquette "démocratie" – n'ont aucun droit à me les faire avaler de force. »

Turki Al Faisal

« En Espagne, la démocratie est fondamentale, vos droits [*du peuple basque*] sont fondamentaux, donc il n'y a aucune nécessité à vous séparer de l'État espagnol. »

Hans-Gert Pöttering

« On peut aider à bâtir la démocratie mais on ne peut jamais imposer la démocratie. »

Jaap de Hoop Scheffer

Déjeuner 3 • Modérateur : Dominique Moïsi

« Il y a une dizaine d'années, nous avons eu notre propre crise financière et, bien que les causes ne soient pas exactement les mêmes, nous avons dû faire face à nos problèmes et renforcer la régulation. » **Han Sung-Joo**

« Le changement arrive ; ce changement, consistant en un transfert futur de la puissance économique vers l'Asie orientale, arrive lentement. » **Yusuf Wanandi**

« Entre le Japon, la Corée et les pays d'Asie du Sud-Est, nous sommes encore dans la construction d'une communauté ou d'une interdépendance mutuelle. Dans ce processus, nous avons besoin des États-Unis. » **Yukio Satoh**

« Il y a un transfert massif de richesse de l'Occident vers l'Orient. C'était un transfert progressif. Il s'accélère. Il pourrait même finir par être dramatique. » **Eberhard Sandschneider**



Mardi 7 Octobre 2008 • 13h00 - 15h00

Déjeuner 1 • Modérateur : Lionel Zinsou

« Aujourd'hui, tous les chefs d'État africains sont convaincus de la nécessité de créer les États-Unis d'Afrique. La Chine est une chance pour nous. » **Abdoulaye Wade**

**Déjeuner 2 • Modérateur : Roderick MacFarquhar**

« Les petits pays ne peuvent gagner que lorsque le monde devient plus compliqué. » **Nambaryn Enkhbayar**

**Déjeuner 3 • Modérateur : Dominique Moïsi**

« Nous n'apprécions pas d'être toujours définis comme un voisin de la Russie, surtout parce que ces définitions amènent à privilégier la Russie. » **Toomas Hendrik Ilves**



Mercredi 8 Octobre 2008 • 13h30 - 15h30

**Déjeuner 1 • Modérateur : Michel Foucher**

« Bien que je croie qu'il y a en effet des valeurs universelles à préserver, je ne crois pas qu'il y ait une méthode universelle pour atteindre ce but. » **Stepan Mesic**

Déjeuner 3 • Modérateur : Jim Hoagland

« Ce ne sont pas seulement les États-Unis, mais la communauté internationale dans son ensemble qui doit considérer le problème de l'énergie dans sa dimension mondiale et non simplement d'un point de vue égoïste ou nationaliste. » **Turki Al Faisal**

« Jusqu'à quel niveau attendrez-vous que le prix de l'énergie augmente pour qu'il justifie le développement de nouvelles énergies ? »

Christophe de Margerie

**Déjeuner 2 • Modérateur : Dominique Moïsi**

« Il faut des années pour gagner la confiance et quelques minutes pour la perdre. Je suis convaincu que les États n'ont pas perdu la confiance des citoyens. » **Pascal Couchepin**



Lundi 6 Octobre 2008 • 20h00 - 22h30 • Modérateur : Quentin Peel



« La gouvernance mondiale, comme la matière, peut exister sous trois états : solide, gazeux et liquide. L'état solide correspond à la gouvernance de l'État-nation. (...) L'état gazeux de la gouvernance est le système international qui, depuis les traités de Westphalie en 1648, repose sur la souveraineté de l'État-nation. (...) Le troisième état, le liquide, entre le solide et le gaz, correspond aux systèmes d'intégration régionale, le plus sophistiqué de ces systèmes étant l'Union européenne avec une gouvernance supranationale et dans laquelle les membres acceptent de sérieuses limitations de leur souveraineté. (...) Aller vers plus de gouvernance mondiale requiert quatre éléments :

- une volonté politique collective d'aller vers la mondialisation,
- un consensus sur le concept et l'agenda de la régulation mondiale,
- un lieu où négocier les engagements contractuels, les gérer et les renforcer,
- une aptitude au compromis, imposant de convaincre les électeurs. (...)

Nous avons en face de nous un grand chantier incluant une réforme des finances publiques planétaires, ainsi qu'une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, et un accord post-Kyoto, en espérant que le "Doha round" soit conclu rapidement. » **Pascal Lamy**



ATELIERS

WORLD POLICY CONFERENCE, PREMIÈRE ÉDITION, 6-8 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE



États-Unis : qu'attend le monde de l'« indispensable nation » ?

Les heureuses années 1990 sont mortes, et avec elles l'unipolarité. Absorbés par leurs priorités internes, les États-Unis ne sont plus « l'indispensable nation » capable d'agir sur la marche du monde. Cependant, l'Amérique demeurera l'acteur principal du système multipolaire qui se met en place, parce que c'est la seule nation qui combine tous les attributs de la puissance et de l'influence internationales.

En termes de politique étrangère, les États-Unis ont souffert d'une perte évidente d'influence et de prestige. Cela est dû en partie à l'unilatéralisme poursuivi par l'administration Bush, mais également à l'opération irakienne sur laquelle, ces dernières années, l'administration américaine a concentré ses efforts.

Cependant, les États-Unis continuent de jouer un rôle politique central dans les principales régions du monde. Forts de leur avance technologique, de leur capacité d'intervention, et de leur domination des « biens communs » (espace, océans, air), les États-Unis resteront, au moins dans l'avenir prévisible, la superpuissance militaire incontestable. Ainsi, l'Amérique est la clé de voûte de l'architecture de la sécurité internationale, et la poursuite de l'engagement américain est nécessaire dans la plupart des régions du monde. Aucune autre nation ou groupe de nations, ni l'Union européenne en Europe, ni la Chine en Asie, n'est prête, volontaire, ou reconnue comme possible garante ultime de la sécurité, à la place de l'Amérique.



Japon : quelle puissance, quelles stratégies ?

Le Japon, « acteur oublié », se trouve aujourd'hui confronté à la tentation du repli.

Le Japon doit en réalité procéder à une indispensable redéfinition de son identité. Le « triangle d'airain », liant le gouvernement, la bureaucratie et les zaibatsu, qui avait fait la fortune de la Japan Inc., a été – en partie – brisé par la crise des années 1990.

Dans le même temps, économiquement, le Japon continue d'occuper une place essentielle, celle de deuxième économie mondiale. Place d'autant plus essentielle en période de crise financière mondiale, que les institutions financières japonaises, purgées dans la douleur au cours de la « décennie perdue », sont aujourd'hui les seules à disposer de liquidités mobilisables.

La relation avec la Chine est aujourd'hui sans doute la relation la plus structurante pour l'ensemble de la stratégie extérieure du Japon. Elle

justifie notamment l'attachement premier, essentiel et fortement souligné, aux accords de sécurité nippo-américains, constamment définis comme une priorité, ainsi que l'engagement militaire des États-Unis en Asie, au-delà de la « simple » question nord-coréenne.

Pour Tokyo, au-delà de l'importance vitale accordée au protecteur américain, et c'est une position de politique étrangère dont le Japon veut faire sa marque, les structures multilatérales, dont une ONU réformée où le Japon, avec d'autres, trouverait toute sa place, doivent demeurer prioritaires. C'est là que le Japon veut voir l'avenir d'une sécurité renforcée, bien plus que dans les tentations de constitution de contre-alliances face à la puissance chinoise qui peuvent s'exprimer.





L'Europe à 27 et plus est-elle viable ?

L'Union européenne a changé fondamentalement après son élargissement de 2004-2007, elle « n'est plus ce qu'elle était » et l'intégration européenne ne sera plus jamais ce qu'elle fut.

La diversité de l'UE signifie que des modèles d'intégration uniformes impliquant l'UE comme un tout cesseront d'être la norme. L'atelier a dégagé un large consensus sur l'idée que, très probablement, des modes d'intégration flexibles et différenciés verront le jour.

Une Union européenne basée sur une intégration flexible permettrait aux États qui la composent de s'engager ou de se désengager de telle ou telle sphère ou zone politique.

L'avantage relatif dont bénéficiaient les grands États membres est voué à s'éroder, les petits faisant de plus en plus valoir leurs points de vue.

Certains ont soutenu l'idée que l'UE aurait intérêt à poursuivre sa politique d'élargissement. Les partisans de ce processus d'élargissement pensent que l'indécision actuelle de l'UE et le manque de leadership sur cette question risquent de conduire à la « perte » de la Turquie et à une sortie de l'Ukraine de l'orbite de l'UE. En dépit de ces observations, il est sûr que l'UE n'est pas prête à intégrer de nouveaux membres dans un futur proche.



Arc de crise : de l'Irak au Pakistan

L'arc de crise qui va de l'Irak au Pakistan présente une continuité géopolitique. Cependant, il est très hétérogène ethniquement, culturellement, religieusement et politiquement.

Une crise est, par définition, un moment où les équilibres de pouvoir tendent à se rompre. L'arc de crise de l'Irak au Pakistan est effectivement une zone dans laquelle les puissances régionales et extérieures sont en lutte d'influence pour s'imposer.

Quatre priorités peuvent être avancées :

- comprendre les dangers potentiels et réels que représentent les luttes communautaristes dans toute la région ;

- s'efforcer de trouver des solutions internationales aux problèmes nucléaires ;
- commencer à mettre sur pied une structure de sécurité régionale pour la région du golfe Persique ;
- stabiliser l'Afghanistan où les objectifs de l'Occident ne devraient pas être trop ambitieux.

Il faut ajouter à ces priorités un principe d'action : l'arc de crise Irak-Pakistan ne peut être stabilisé sans l'implication des puissances régionales.





Quelle gouvernance pour quelle stabilité ?

Les États-Unis ont été l'épicentre de l'ordre international. Mais ce « moment unipolaire » a été balayé notamment par le terrorisme. Aujourd'hui, le monde traverse une nouvelle transition et apparaît comme très instable. L'instabilité est récemment devenue plus inquiétante, de nouvelles catastrophes menacent, comme une guerre civile générale, au Pakistan et au-delà. Le monde n'est pas dans une situation de pré-guerre comme en 1914. Il y a en effet une différence fondamentale : les armes nucléaires sont là et elles devraient préserver le monde de la guerre comme elles l'ont fait depuis 1945. Une autre différence est qu'il existe maintenant de nombreux forums de discussion. Le monde est intégré et, par exemple, chacun sait que nous devons partager les ressources.

Au cours d'une discussion animée, les intervenants sont tombés d'accord sur plusieurs points. La gouvernance locale est le premier facteur de la stabilité du monde. Elle doit être basée, pour tous les pays, sur l'acceptation des différentes religions et langues et sur le respect de la dignité humaine. Ce sera difficile dans de nombreux cas (par exemple en Yougoslavie). Les différences de perspectives sont importantes et s'amplifient dans le monde. Par exemple, le problème du terrorisme est perçu différemment en Europe et en Asie. On doit garder cela à l'esprit quand on entreprend d'instaurer un ordre mondial.



L'économie de la connaissance mérite encore un effort

Le savoir est devenu aujourd'hui une clé de la compétitivité. Le dernier classement Shanghai des universités établit que le pays le plus performant dans l'Union européenne est la Suède, mais, une fois de plus, il faut être prudent parce que ce classement est basé sur les universités les plus performantes, du type du MIT. Mais le MIT est-il représentatif de l'état de l'éducation dans l'ensemble des États-Unis ? Attirer les élites doit être une priorité pour l'UE. Il y a beaucoup de gens compétents souhaitant rejoindre l'UE, mais les obstacles demeurent trop grands.

La stratégie de Lisbonne n'a pas mené bien loin. En Europe, les entreprises restent trop réticentes vis-à-vis des nouvelles technologies. Une orientation importante est de réduire significativement le nombre des universités : la Russie en a environ 1 800, elle désire diminuer ce nombre. Les entreprises créent désormais leurs propres universités et les veulent compétitives. L'éducation moderne devient une partie intégrante du monde économique et de plus en plus un bien marchand.





Crise du crédit, crise financière, crise économique : que faire ?

La crise actuelle est la plus grave enregistrée depuis le krach de 1929. Les raisons de la crise sont multiples : déréglementation et sophistication croissante des instruments financiers, en particulier des produits dérivés, avec utilisation d'effets de levier, multiplication d'opérateurs exerçant leur activité hors de toute réglementation et ne révélant pas la nature et les résultats des opérations qu'ils effectuaient, abondance de liquidités favorisant des placements à risque.

La crise financière n'aura pas les mêmes effets que le krach de 1929 sur l'économie réelle : il y aura une récession, due en particulier au manque de crédit disponible pour les entreprises et les ménages et au difficile

retour à la confiance, avec des effets inévitables sur l'emploi, mais pas une dépression avec déflation généralisée accompagnée d'une baisse massive des prix, des échanges extérieurs, etc., comme ce fut le cas dans les années 1930. Les économies émergentes pourraient pallier en partie le fléchissement de l'activité dans les pays développés.

Si le scénario de dépression paraît devoir être écarté, c'est aussi grâce au dialogue systématique des autorités politiques et monétaires, alors qu'après le krach de 1929 les politiques ont été exclusivement orientées vers ce qui paraissait utile à chaque pays dans son seul intérêt.



La régulation des migrations, enjeu mondial

Les migrations internationales se sont accélérées au cours des deux dernières décennies. L'importance croissante des flux de réfugiés dans le monde et le développement des flux Sud-Sud s'ajoutent aux migrations Sud-Nord. Toutes les régions du monde sont aujourd'hui concernées par les migrations. Les migrations ne concernent plus uniquement des hommes migrants, mais également des femmes et des mineurs parfois non accompagnés.

Les migrations internationales constituent une ressource essentielle pour le développement économique et social des pays de départ. Certains d'entre eux sont très dépendants à l'égard des transferts financiers réalisés par les migrants. Si la répartition de ces transferts reste très variable selon les pays d'émigration, ces flux financiers augmentent sans cesse.

Les travailleurs immigrés sont indispensables aux économies avancées. Cela montre l'importance des enjeux des migrations internationales et l'urgence de trouver une réponse politique globale, à partir d'une coopération entre les États et d'un dialogue au sein des organisations inter-étatiques. L'objectif ne doit pas être un verrouillage des frontières sous contrôle policier mais un effort international commun pour maîtriser et structurer les migrations internationales en fonction des besoins de tous : pays de départ, de transit, d'arrivée mais aussi les migrants eux-mêmes, principaux acteurs du phénomène migratoire international et acteurs de la mondialisation.





Le Golfe est-il en train de devenir un arc d'espoir ?

Cet atelier s'est organisé autour des questions posées au Prince Turki Al Faisal.

L'expression « arc d'espoir » s'oppose à celle d'« arc de crise » que constituent des pays comme l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan.

Pour le Prince Turki Al Faisal, il est légitime de parler d'espoir compte tenu des réformes engagées par ces pays : élections au Koweït, réformes politiques à Bahreïn, élections municipales en Arabie Saoudite. Il précise que ces réformes sont conduites sans violence mais reconfigurent néanmoins la région.

Les risques d'explosion sociale sont à écarter dans la mesure où l'État est généreux.

Toutefois, les populations étrangères d'origine indienne ou iranienne qui résident dans les pays du Golfe sont porteuses d'un risque d'explosion sociale. Dans les petits pays du Golfe, cette population étrangère ne cesse d'augmenter.

L'Arabie Saoudite a opéré des réformes ces dernières années, en reconnaissant certains droits, en révisant la Constitution en 1993, mettant en place un conseil consultatif. Mais l'Arabie Saoudite ne prétend pas se démocratiser rapidement. Ce pays est conscient de l'importance des forces conservatrices et notamment de l'establishment religieux wahhabite. Il faut évoluer par étape en intégrant les valeurs religieuses.



Russie : développements internes et politiques extérieures

L'atelier sur la Russie a vu s'exprimer deux points de vue très différents. Pour certains experts occidentaux, la Russie est « une puissance ou rien », c'est essentiel pour comprendre les questions de la Géorgie et de la Tchétchénie. En d'autres termes, en Russie, puissance et guerre sont liées. Il est également important de garder à l'esprit le fait que la Russie se considère comme en guerre depuis les événements de Beslan et « la guerre internationale contre le terrorisme ». Pour comprendre la Russie, le monde occidental doit se remettre en question et se poser deux questions fondamentales : que veut la Russie, qu'attendons-nous de la Russie ?

Pour les experts russes, en premier lieu, l'expansion de l'OTAN est porteuse de belligérance. En second lieu, en dehors des États-Unis, personne n'a oublié le concept d'équilibre des forces. Donc, si l'Ukraine rejoint l'OTAN, la Russie devra construire une *vraie* frontière entre elle et l'Ukraine. L'Ukraine dans l'OTAN créerait le premier arc d'instabilité important en Europe.





Chine : développements internes et affirmation de puissance

Alors que la crise financière s'aggrave, les attentes vis-à-vis de la Chine, perçue comme une nouvelle puissance financière, se sont considérablement accrues. Pékin de son côté semble tenté par la mise en avant de son « contre-modèle » opposé à un modèle américain en échec. Pourtant, en dépit de ces ambitions affirmées, la Chine apparaît toujours comme une « superpuissance fragile ».

Les dirigeants chinois sont conscients de ces enjeux. Un débat – souvent mal connu en Occident – animé et ouvert s'est développé en Chine

même autour des questions de l'évolution du régime, de la définition du concept de démocratie et du rythme de réformes politiques dont le besoin est reconnu au plus haut niveau.

Le principal défi pour Pékin est donc de dissoudre le sentiment d'incertitude et d'ambivalence qu'elle continue de susciter auprès de l'ensemble de ses partenaires.



Inde : puissance régionale et/ou acteur mondial ?

L'Inde est aujourd'hui une puissance globale, concept qui décrit mieux sa situation que celui de puissance mondiale. C'est la réussite économique qui détermine la nouvelle perception de l'Inde, nouvelle perception non seulement de la part des autres puissances, mais encore, de façon peut-être plus importante, de sa part même. L'Inde est une nation qui a confiance en son avenir.

L'Inde va évoluer d'un état de pays non aligné à celui de pays multialigné. L'Inde pourrait devenir un trait d'union entre les États-Unis et les pays non alignés traditionnels mais elle ne deviendra pas un allié exclusif des États-Unis. En dépit des nuances qui existent dans la position des partis politiques, il y a un large consensus pour que l'Inde préserve son statut de pays totalement indépendant. L'Inde est maintenant un

pays post-post colonial. Elle a surmonté les traumatismes de son passé colonial et l'obsession nehruvienne d'indépendance. Elle est persuadée que la globalisation représente une vraie chance qui devrait être saisie avec pragmatisme.

L'Inde devrait pouvoir traverser la crise financière actuelle sans trop de dommages. Elle possède d'importantes réserves de change, la majeure partie de son secteur bancaire est encore sous le contrôle de l'État et son commerce extérieur représente un petit pourcentage de son PIB. Sur le long terme, la progression de son épargne et son avantage démographique devraient lui assurer une croissance soutenue mais peut-être à taux plus faible. Beaucoup dépendra de la capacité qu'aura le prochain gouvernement à faire des réformes.





L'Afrique subsaharienne : implosion ou décollage ?

Les économies des pays de l'Afrique subsaharienne sont encore loin du décollage. Si l'on excepte deux ou trois pays de la zone, l'industrialisation reste un secteur tout à fait marginal.

Il y a une incontestable amélioration de la gouvernance, même si de nombreux États sont encore loin des standards internationaux.

Les dynamiques à l'œuvre actuellement sur le continent montrent qu'une autre Afrique est en train de naître. Des fonds d'investissements commencent à s'intéresser aux pays du sud du Sahara. Pour la première fois, les capitaux africains, qui sont d'habitude quasi exclusivement « placés » en dehors de la zone, y sont investis.

Dans les quatre prochaines décennies, les sociétés africaines vont profondément se bouleverser, de grandes mobilités humaines sont à prévoir, les Africains seront très majoritairement urbains.

Toutes ces évolutions sont des défis à l'encadrement politique des sociétés africaines. Elles ne pourront être gérées que si les États africains se reconstruisent.



Israël/Palestine, la question internationale la plus urgente : quels engagements des acteurs extérieurs ?

Dans le conflit israélo-palestinien, une donnée l'emporte sur toutes les autres : la grande différence de pouvoir et d'influence existant entre Israéliens et Palestiniens. Il est rare pour un pays comme Israël, qui a une énorme suprématie militaire, diplomatique et économique sur ses ennemis, de céder aux demandes d'un adversaire presque impuissant si un troisième partenaire ne vient restaurer un certain équilibre entre les deux. La seule puissance étrangère capable de restaurer cet équilibre est les États-Unis, parce que leur soutien et leur amitié pour Israël sont reconnus par tous les Israéliens et sont considérés par toutes les factions en Israël comme l'atout le plus important pour leur sécurité.

Sans l'insistance déterminée des Américains auprès d'Israël pour que ce dernier mette fin à son occupation et négocie sans délai un accord de paix satisfaisant globalement le consensus international, aucune modification des

mécanismes de négociation, aucune reformulation du problème de statut permanent, aucune « mesure de confiance » ne sauraient altérer ou contrebalancer les quarante ans de dynamique du conflit. Ces quatre décennies ont entraîné une augmentation tellement importante du nombre des Israéliens en Cisjordanie que toute solution instaurant deux États, l'un israélien, l'autre palestinien, se révèle impossible à réaliser pratiquement.

Un renoncement à la violence de la part des parties palestiniennes n'est pas envisageable tant qu'il n'y aura pas l'intervention efficace et acceptée d'un troisième partenaire, se prononçant équitablement sur les violations des deux camps.





Énergie et climat : quels défis diplomatiques ?

Une approche ayant pour but unique de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), et qui n'inclut pas de stratégies pour le développement de technologies propres est condamnée à l'échec. La technologie est un outil essentiel dans la solution de ces problèmes.

Un nouvel accord devrait inclure de nombreuses mesures allant au-delà des limites actuelles du protocole de Kyoto.

Un monde sans contrôle des émissions n'est pas envisageable. Beaucoup considèrent que la lutte contre le changement de climat est un problème entre les générations présentes et futures. Mais, jusqu'à présent,

les négociations ont montré que c'est en réalité un problème entre les générations actuelles, issues des quatre coins de la planète ; en Europe, aux États-Unis, en Chine ou en Inde, et en Russie.

Le protocole de Kyoto est le seul cadre international qui implique les pays en développement dans la réduction des émissions et c'est le premier instrument juridique contraignant. Les parties doivent dans l'année à venir redessiner le dispositif et promouvoir une réelle implication, en particulier des États-Unis, mais aussi des grands États émergents et des pays en développement.



Crise alimentaire mondiale

La première étape est d'adopter une stratégie à long terme pour renforcer l'agriculture mondiale. L'agriculture est un problème crucial, elle doit être préservée et soutenue comme étant un secteur important dans tous les pays et toutes les sociétés. Des solutions locales doivent être trouvées mais des solutions globales doivent également être développées en vue de restructurer les marchés mondiaux (par exemple, problèmes des subventions, de la gestion des stocks, des organisations de marchés, de la capacité et de la pertinence de réguler les prix alimentaires mondiaux).

La faim est aussi un problème de santé, il doit être reconnu comme tel. Il y a également des solutions médicales, en ce qui concerne spécialement la malnutrition infantile.

Dans le cadre national, les actions de la société civile dans son combat contre la faim doivent être soutenues pour forcer les gouvernements à agir. Car chaque pays a un rôle à jouer pour contribuer, à son propre niveau, à la lutte contre la faim.



The image features four white flags on tall poles, set against a twilight sky with soft clouds. The background is filled with trees, some of which have yellow and orange autumn foliage. The overall mood is serene and formal.

CLÔTURE

WORLD POLICY CONFERENCE
PREMIÈRE ÉDITION,
8 OCTOBRE 2008, ÉVIAN, FRANCE



EXTRAITS* DU DISCOURS DE

Dmitri Medvedev

PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

« Je suis convaincu que les peuples aspirent à la paix et à l'harmonie. Ils désirent coopérer ; faire des affaires et échanger leurs expériences dans les domaines de la culture et de l'éducation. Ils désirent se rencontrer et communiquer en tant que voisins et amis. Et je ne doute pas que ces facteurs humains se manifesteront encore judicieusement et avec force. (...)

Les gens devraient étudier la nouvelle Russie plutôt que de ranimer les fantômes soviétiques. (...)

La force utilisée en dehors de la loi engendre inévitablement l'imprévisibilité et le chaos quand tout le monde commence à se combattre, comme ce fut le cas en Irak. (...)

La vision euro-atlantique doit prendre maintenant un tour positif.

Les événements du Caucase n'ont fait que confirmer le bien-fondé absolu du concept d'un nouveau traité sur la sécurité européenne. Il nous donnerait la possibilité de construire un système de sécurité complet, intégré et solide.

Ce système devrait être identique pour tous les États, en n'excluant personne et sans zones avec des niveaux de sécurité différents. Il devrait contribuer à consolider la zone euro-atlantique dans son ensemble sur la base de règles du jeu uniques. Et il devrait assurer, sous une forme précise et légalement contraignante, des garanties pour notre sécurité commune pendant de nombreuses années. »

*Texte intégral page 65

EXTRAITS* DU DISCOURS DE

Nicolas Sarkozy

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

« Ne nous le cachons pas, et nous nous connaissons suffisamment, le Président Medvedev et moi, pour parler vrai : la relation entre la Russie et l'Union européenne vient de traverser une rude épreuve. (...)

Alors entre nous, il faut rétablir la confiance, qui est la condition de la relance d'un partenariat euro-russe ambitieux. (...)

Pourquoi ne pas remettre à plat, tous ensembles, institutions et pays concernés, tout ce qui concerne la sécurité de notre continent ? (...)

Nous pouvons sans doute le faire dans le cadre de l'OSCE, seule enceinte qui rassemble sur un pied d'égalité tous les acteurs de la sécurité paneuropéenne. Je propose qu'un sommet de l'Organisation soit spécialement convoqué à cet effet avant la fin de l'année 2009 (...).

Enfin, mais est-il besoin de le préciser, ce dialogue dans lequel nous sommes prêts à entrer avec la Russie, je le dis à Dmitri, doit associer nos amis et nos alliés américains. »





EXTRAITS* DU DISCOURS DE CLÔTURE DE

Thierry de Montbrial

PRÉSIDENT ET FONDATEUR

« (...) nous sommes pleinement entrés dans le XXI^e siècle et nous sommes les témoins de la fin de l'unipolarité. Cela signifie que nous avons, un peu péniblement, à redécouvrir la diversité du monde. Beaucoup de représentants de ce que l'on appelle le Sud (...) admettent la notion de valeurs universelles telles que les droits de l'homme et la démocratie. (...) Mais ce qu'ils n'admettent pas, ce qu'ils refusent, c'est la tendance occidentale à vouloir imposer des modalités particulières de gouvernance, au nom de ces valeurs universelles, et ceci sans considération de l'histoire de chaque peuple.

(...) nous avons beaucoup à apprendre de certains aspects de la gouvernance dans certaines sociétés traditionnelles.

(...) malheureusement l'évolution du monde ne va pas uniformément dans le sens de l'extension de la démocratie.

(...) la gouvernance mondiale ne peut reposer que sur le respect mutuel entre des peuples qui, en raison de la Guerre froide ou pour d'autres raisons, comme jadis la colonisation, ne s'écoutaient pas.

(...) nous devons faire en sorte que la future gouvernance mondiale soit un "jeu à somme positive". Mais pour cela il faut de la volonté et de la persévérance. (...) les petits pays ont également un rôle considérable à jouer.

Tout deviendra possible si l'ensemble des acteurs du monde manifeste la volonté de promouvoir la coopération et le dialogue.

(...) les règles de la future gouvernance devront être élaborées avec la participation de tous.

(...) Nous devons, pour la conception de l'architecture de la gouvernance future du monde, attacher beaucoup plus d'importance que dans le passé aux structures régionales et à l'articulation entre les structures régionales et les structures globales.

(...) nous continuerons. Ceci est la première et après cette première il y aura une deuxième, » troisième et quatrième, etc. »

*Texte intégral page 71



INTERVENANTS

Henry Siegman

Essayiste et journaliste américain, spécialisé dans la politique du Moyen-Orient envers Israël. Président du « U.S./Middle East Project » (USMEP), créé par le *think tank* Conseil des relations étrangères (CFR). Enseignant-chercheur au Sir Joseph Hotung Middle East Programme de l'université de Londres. Ancien directeur général du Congrès juif américain.

Anatoly V. Tokunov

Diplomate russe, expert en politique extérieure de la Russie. Recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (université MGIMO). Membre du collège du ministre des Affaires étrangères, directeur de l'Association russe pour les Nations unies, et ambassadeur plénipotentiaire. Membre de l'Académie des sciences russe. Professeur au MGIMO. Il a été ambassadeur.

Hubert Védrine

Diplomate et politicien français. Il a créé « Hubert Védrine Conseil », société de conseil en stratégie géopolitique. Membre du conseil d'administration de LVMH. Président de l'Institut François Mitterrand. Il a été conseiller diplomatique du Président Mitterrand, secrétaire général de l'Élysée et ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements de Lionel Jospin.

Yusuf Wanandi

Économiste indonésien. Cofondateur, administrateur et chercheur du Centre for Strategic and International Studies (CSIS) de Jakarta. Président du Comité national indonésien auprès du Conseil de coopération économique du Pacifique (INCEPEC), coprésident du CSCAP en Indonésie. Il a été professeur assistant de droit à l'université d'Indonésie. Avocat de formation.

Bruno Weymuller

Administrateur de sociétés français. Conseiller auprès du directeur général de Total où il a été directeur de la « stratégie et évaluation des risques ». Administrateur de Sanofi-Aventis, Elf Aquitaine, Technip et Rexexode. Représentant d'Elf au conseil de Eurotradia International et au conseil de Total, France. Chargé de mission au cabinet du Premier ministre Raymond Barre.

William Zartman

Professeur américain, expert en relations internationales, spécialiste de l'Afrique et du Moyen-Orient. Professeur à l'université Johns Hopkins où il avait été directeur des programmes de « Gestion des conflits et d'études africaines ». Il a été consultant au département d'État américain, président de la Middle East Studies Association et de l'American Institute for Maghrib Studies.

Lionel Zinsou

Banquier d'affaires et créateur d'entreprises franco-bénoises. Membre du Comité exécutif du fonds d'investissement PAI. À la banque d'investissement Rothschild & Cie., il a été associé gérant, responsable du Moyen-Orient et de l'Afrique, et membre du comité de banque. Il fut conseiller du ministre de l'Industrie et du Premier ministre du Bénin. Chez Danone il a occupé plusieurs fonctions.

EXPERTS Ifri**Alain Antil**

Chercheur associé. Responsable du programme « Afrique subsaharienne » à l'Ifri. Expertise : Mauritanie, Sahel, Afrique de l'Ouest, questions politiques et sociales, sécurité/terrorisme. Il enseigne à l'uni-

versité de Rouen et à l'Institut d'études politiques (IEP-Science Po) de Lille.

Denis Bauchard

Conseiller à l'Ifri, responsable du programme Maghreb/Moyen-Orient. Il a été sous-directeur au Trésor français, à Paris. Au ministère des Affaires étrangères, il a été directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient, directeur de cabinet du ministre et ambassadeur en Jordanie et au Canada. Il a été président de l'Institut du monde arabe, Paris.

Christophe Bertossi

Chercheur et responsable du programme « Migrations, identités, citoyenneté » à l'Ifri. Expertise : citoyenneté, justice, immigration, minorités, ethnicité, laïcité et multiculturalisme. Chercheur associé au Centre for Research in Ethnic Relations de l'université de Warwick (GB) et à l'université américaine de Paris. Il enseigne la science politique à l'IEP, Paris.

Étienne de Durand

Directeur du Centre des études de sécurité à l'Ifri et spécialiste des questions stratégiques et militaires, il est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP-Science Po). Il a enseigné les relations internationales et les questions de sécurité au Collège interarmées de défense et à l'université Jean Moulin-Lyon III, ainsi qu'à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan.

Thomas Gomart

Directeur du centre Russie/NEI de l'Ifri et de la collection numérique trilingue Russie.Nei.Visions@ifri.org. Boursier Lavoisier à l'Institut d'État pour les relations internationales (Université MGIMO – Moscou), chercheur associé à l'Institut d'études de sécurité de l'UE, Paris. Il enseigne à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr.

Marc Hecker

Chargée de recherches à l'Ifri. Département des études de sécurité. Expertise : terrorisme, violences transnationales, médias, opinion publique. Il a passé une année au Trinity College de Dublin. Diplômé de l'IEP de Strasbourg et titulaire d'un DEA de relations internationales (Panthéon-Sorbonne), il prépare une thèse de doctorat au Centre de recherches politiques de la Sorbonne.

Maïté Jauréguy-Naudin

Responsable du projet Énergie à l'Ifri depuis le 1^{er} octobre 2006. Elle a été Visiting Fellow au Centre français sur les États-Unis (CFE/Ifri) de l'Ifri, détachée du Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC, où elle était plus particulièrement en charge des questions spatiales au sein du Homeland Security Program.

Aline Lebœuf

Responsable du programme « Santé et environnement : des questions de sécurité et défense aux options pour une nouvelle gouvernance » et membre du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) de l'Ifri. Elle participe aux travaux de prospective sur les conflits et s'intéresse plus particulièrement aux questions de stabilisation et de reconstruction en Afrique.

Kerry Longhurst

Chercheur associé à l'Ifri, spécialiste des questions de sécurité européenne. Sa recherche sur la politique européenne de voisinage est financée par une bourse de la Commission européenne. Elle est également maître de conférences en sécurité européenne à l'université de Birmingham, Royaume-Uni. Elle a

écrit et contribué à de nombreuses publications universitaires et spécialisées.

Olivier Luis

Chercheur à l'Ifri, responsable du programme « Inde et Asie du Sud », et du programme « Présidence française de l'UE ». Auparavant à la direction générale du Trésor et de la politique économique, ministre-conseiller pour les affaires économiques, chef de la mission économique de diverses ambassades : Pakistan, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, à Moscou, Londres, Alger, New Delhi et Varsovie.

Jacques Mistral

Directeur des études économiques à l'Ifri et responsable de la partie économique et financière de *RAMSES 2009*. Membre du Conseil d'analyse économique du cabinet du Premier ministre et président de la Société d'économie politique. Il a exercé de hautes fonctions dans l'administration (conseiller du Premier ministre Michel Rocard et de M. Laurent Fabius) et dans le privé (groupe AXA).

Dominique Moïsi

Conseiller spécial et ancien directeur adjoint de l'Ifri. Expert en géopolitique. Il est titulaire de la chaire de géopolitique européenne au collège d'Europe de Natolin (Varsovie). Il est également éditorialiste au *Financial Times*, aux *Échos*, à *Ouest-France*, à *Die Welt* et pour d'autres périodiques. Il a enseigné à l'université d'été de Harvard et dans d'autres universités.

Philippe Moreau Defarges

Chercheur et co-directeur du rapport annuel *RAMSES* à l'Ifri. Expertise : questions européennes, mondialisation, juridicisation du système international. Professeur à l'IEP de Paris (Sciences-Po). Ministre plénipotentiaire. Auteur de très nombreux livres sur les questions internationales.

Khadija Mohsen-Finan

Chargée de recherche, responsable du programme « Maghreb » à l'Ifri et représentante de l'Ifri dans le réseau Ramsès* de la CE. Elle suit les questions relatives à l'intégration des populations musulmanes en Europe. Maître de conférence à l'IEP de Paris dans le cadre du Master de politique comparée, et enseignante à l'ISMM (EHESS) et à l'université Ca' foscari de Venise.

Éliane Mossé

Économiste et conseillère à l'Ifri pour le Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe. Elle a été professeur à l'IEP de Paris et a exercé diverses hautes fonctions dans l'administration (administratrice INSEE, conseillère financière pour l'Europe centrale à la direction du Trésor, membre du Conseil économique et social) et dans le privé (administrateur du Crédit du Nord).

Laurence Nardon

Chercheur et responsable du programme « Espace » de l'Ifri. Ses recherches portent sur les politiques spatiales des différentes puissances (États-Unis, Europe, Asie, Russie), et notamment sur leurs aspects commerciaux et militaires. Elle enseigne à l'IEP de Paris. Elle a été chercheur à l'Aérospatiale (EADS Astrium) et à l'EHESS, et au Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Françoise Nicolas

Économiste au Centre Asie de l'Ifri. Ses recherches portent principalement sur les stratégies de développement des économies émergentes d'Asie de l'Est, le processus d'intégration régionale en Asie orientale et les relations économiques UE-Asie. Elle est ensei-

gnante à l'université de Paris-Est, à l'Institut national des langues orientales et à l'IEP de Paris.

Susanne Nies

Responsable de l'Ifri-Bruxelles, chercheur dans le programme de l'Ifri « Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie ». Enseignante à l'IEP, Paris. Auparavant, directrice du département Europe orientale à la Fondation Boell, lecteur en Sciences politiques du DAAD à l'IEHEI de Nice, chercheur à l'Université libre de Berlin, au CERI et à l'IRIS.

Valérie Niquet

Directeur du Centre Asie de l'Ifri où elle a mis en place des programmes de recherche sur la Chine, l'Inde et le Japon. Spécialiste des relations internationales et des questions stratégiques en Asie, et de la pensée stratégique chinoise. Professeur de géopolitique de la Chine au Collège interarmées de défense (CID-École militaire). Elle a été chargée de conférence à l'École pratique des hautes études.

William C. Ramsay

Directeur du programme Énergie de l'Ifri « Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie ». Il a été directeur exécutif adjoint à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), sous-secrétaire d'État au département d'État des États-Unis, responsable de l'énergie, des matières premières et sanctions économiques. Ancien ambassadeur au Congo, Brazzaville.

Dorothee Schmid

Responsable du programme « Turquie contemporaine » à l'Ifri, co-directeur de la partie Moyen-Orient du rapport *RAMSES 2009*. Elle enseigne les politiques européennes et les questions du Moyen-Orient à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr ainsi qu'à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Auparavant, fonctions au Crédit agricole-Indosuez, puis auprès de Cités Unies France.

Hans Stark

Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri. Expertise : Allemagne, intégration européenne, histoire de la construction européenne, politique étrangère et de sécurité commune, débat institutionnel. Chargé de cours en études européennes à l'IEP de Paris et à l'université Paris-III (Sorbonne-Nouvelle).

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le fondateur et le directeur général de l'Institut français des relations internationales qu'il a créé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France et membre de nombreuses académies étrangères.

Il est éditorialiste-associé au quotidien *Le Monde*. Il siège au conseil ou conseil consultatif de nombreuses institutions internationales.

Thierry de Montbrial a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il a présidé le département des sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les affaires internationales.



DISCOURS D'OUVERTURE & DE CLÔTURE

VERSIONS INTÉGRALES

LETTRE DE

FRANÇOIS FILLON

L'Institut français des relations internationales a fait preuve d'une prescience remarquable en lançant, avec la World Policy Conference, un dialogue à très haut niveau d'un type nouveau, centré sur la question de la gouvernance internationale. Car l'on voit bien, en cet automne 2008, qu'il s'agit de l'un des enjeux majeurs du siècle qui commence.

L'année a été marquée par une triple crise, alimentaire, énergétique et, surtout, financière, qui fragilise la croissance des pays développés, menace le combat mondial contre la pauvreté, et fait peser une incertitude sur la poursuite de la formidable croissance économique des pays émergents.

Pour y faire face : un système international fragmenté en des dizaines d'organisations intergouvernementales, une multitude d'acteurs non étatiques et, pour reprendre la formule très directe de Thierry de Montbrial, le sentiment répandu qu'« il n'y a pas de pilote dans l'avion ».

La France, avec d'autres, ne s'y résout pas. Et elle s'efforce, avec constance, de contribuer à l'élaboration d'une réponse.

La priorité, à nos yeux, est de mieux associer les pays émergents à la gestion de ce monde complexe, en échange d'une plus grande responsabilisation de leur part. Le Président Nicolas Sarkozy ne cesse de dire ce qui devrait être une évidence pour chacun : la réforme du Conseil de sécurité doit être relancée d'urgence. Il faut passer progressivement d'un G8 à un G14. Après la réforme des quotes-parts du FMI, il faut aujourd'hui obtenir une plus grande représentation des pays en développement au sein de la Banque mondiale et, en réalité, refonder le système de Bretton Woods.

Mais, au-delà des réformes institutionnelles, il faut que les États retrouvent un rôle central d'orientation et d'initiative. Ils le peuvent, pour peu que la volonté politique soit au rendez-vous.

Ainsi, dans la lutte pour le climat, l'Union européenne a pris les devants en se fixant des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. La France a lancé le grand chantier du « Grenelle de l'environnement ». Et c'est le « paquet climat – énergie » européen, que nous voulons faire aboutir sous notre présidence, qui doit donner le *la* de la négociation internationale.

Face à la crise alimentaire mondiale, la proposition française de former un « partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation » a été endossée par le G8.

Face à la crise financière internationale, enfin et surtout, le Président de la République a proposé un sommet de chefs d'État avant la fin de l'année. Les principaux pays concernés, ceux du G8 et les grands pays émergents, devraient y participer. Ce sommet est indispensable pour définir une meilleure régulation des activités financières, assurer un contrôle effectif des agences de notation et traiter des rémunérations abusives, de la transparence des transactions, des normes comptables et de solvabilité, de la coordination des gouvernements, banquiers centraux et régulateurs et, bien sûr, on revient toujours à la gouvernance, du rôle des institutions financières internationales. L'Europe contribue à cette réflexion. Ce sera l'un des thèmes principaux du Conseil européen des 15-16 octobre prochains.

Je suis très heureux et fier de la naissance, en France, de ce nouveau forum, appelé à devenir un rendez-vous important dans l'agenda diplomatique. Il ne pouvait trouver meilleur parrain que l'Ifri.

Je vous souhaite à tous des travaux fructueux, des idées audacieuses, et, surtout, des propositions concrètes. Nous sommes à votre écoute.

DISCOURS D'OUVERTURE DE

THIERRY DE MONTBRIAL

Messieurs les Présidents, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Secrétaire général, Votre Altesse royale, Mesdames, Messieurs, je suis heureux et fier d'ouvrir cette première édition de la World Policy Conference.

Je voudrais vous en présenter l'objet mais aussi vous proposer quelques réflexions succinctes sur la situation internationale, susceptibles de contribuer à nos travaux. D'abord, l'origine de cette WPC, World Policy Conference. C'est une décision que nous avons prise il y a environ un an à l'Ifri à partir d'un constat qui repose sur quatre points :

Premier point : l'accélération de l'Histoire. C'est une platitude. L'accélération de l'histoire est essentiellement due à la révolution des technologies de l'information, la plus importante de toute l'histoire de l'humanité. Elle va se poursuivre dans les prochaines années. C'est ainsi que sont apparus pour la première fois dans la trajectoire de l'humanité des problèmes véritablement globaux comme la question climatique, que nous ne savons pas réellement traiter à l'heure actuelle. Et il y en aura d'autres.

Deuxième point : la conviction que le rêve de la « fin de l'histoire », selon la fameuse formule de Francis Fukuyama, était une illusion. Illusion dans l'aspect politique, c'est-à-dire l'idée naïve que la démocratie de type occidental allait s'étendre à l'ensemble du monde. Illusion également dans l'ordre économique. C'était la croyance, il n'y a pas si longtemps encore, rappelez-vous, en l'abolition des cycles économiques, en l'émergence de marchés quasi parfaits et pratiquement transparents : les marchés « intelligents ». Il faut ajouter l'idée encore plus extravagante que les marchés allaient résoudre tous les problèmes de l'humanité, y compris, pourquoi pas, le problème israélo-palestinien ! Nous vivons actuellement l'écroulement de l'idéologie de la fin de l'histoire, que je pourrais résumer à la manière d'une équation chimique : (démocratie + économie de marché) entraînent (paix + prospérité). Nous avons trop longtemps vécu sur cette naïveté. C'est fini.

Troisième point : on a besoin des États. Les États sont importants, tout simplement parce qu'ils représentent par définition les intérêts collectifs. Non seulement on a besoin des États, mais on a besoin de la coopération entre les États. On en a encore plus besoin aujourd'hui en raison de l'accélération de l'Histoire. Le malheur, c'est que de toutes les organisations humaines, les États sont celles qui ont le plus de mal à se réformer. Elles se réforment trop lentement.



Nous nous trouvons donc aujourd'hui dans une situation de contradiction et c'est mon quatrième point : c'est le besoin d'États remodelés, de coopération à la fois souple et renforcée entre les États face à un monde et à un environnement qui changent de plus en plus vite, et ce alors que les États éprouvent les plus grandes difficultés à se réformer.

Voilà d'où est né le concept de la World Policy Conference, avec là aussi quatre idées finalement très simples. La première tient dans le mot *Policy* qui est le mot clé. *Policy* est un mot difficile pour les Français, parce que *politics* et *policy* s'expriment dans la langue française avec le seul mot « politique ». *Policy* se réfère à des politiques concrètes, donc à l'action. Ce que nous voulons, c'est contribuer à faire émerger des solutions. Deuxièmement, la World Policy Conference a aussi pour objet de faire le diagnostic de l'état du monde, de comprendre où il va. Donc, l'aspect diagnostic est nécessaire pour fonder l'aspect thérapeutique, l'ordonnance si vous voulez en termes médicaux, la prescription des remèdes aux dysfonctionnements. Nous espérons, par cette nouvelle conférence, y contribuer. Troisième caractéristique, la méthode. Pour faire œuvre utile, nous voulons mettre ensemble, selon des formules appropriées, des leaders de cette planète, c'est-à-dire des personnalités qui exercent effectivement des responsabilités. Il y en a un assez grand nombre qui vont participer à cette première édition de la World Policy Conference. Et je les remercie de leur confiance, parce que participer à la première édition d'un exercice de ce genre, c'est toujours un saut dans l'inconnu. Avec les leaders, nous voulons rassembler d'autres agents, d'autres acteurs de la vie collective, issus des milieux économiques, des entreprises, des milieux intellectuels, académiques, des organisations non gouvernementales, etc. C'est de l'interaction entre ces différents types d'acteurs que peuvent émerger des solutions.

Enfin, cette conférence se réunira tous les ans. Et entre deux réunions, nous travaillerons. Il y aura un travail continu pour exploiter les idées qui auront émergé, et tenter de les incarner, de les faire passer dans le domaine de l'action.

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur ce qui s'est passé depuis que l'Ifri a lancé cette initiative. Le

monde est entré dans une période de turbulences, ou plutôt ces turbulences se sont accrues considérablement. Permettez-moi de dire quelques mots à ce sujet. D'abord, l'aggravation considérable de la crise financière qui a commencé avec l'affaire des subprimes. En un an, on a vu s'écrouler successivement plusieurs étages de la pyramide des instruments financiers. On est passé en quelque sorte de l'orage à la tempête. Et on peut se poser aujourd'hui la question de savoir si l'on ne va pas vers un véritable tsunami. Ce matin même encore, les nouvelles sur les marchés financiers asiatiques ne sont pas bonnes. Pendant ces derniers mois, nous avons assisté à la fin du règne, si je puis dire, de l'opacité des mathématiques financières, à la fin d'une ère dont on vantait paradoxalement la « transparence ». Et nous avons assisté à la fin de l'idéologie de la dérégulation et de la gouvernance monétaire laxiste à la Greenspan, qualifiée pendant longtemps de « géniale ».

Le pire, c'est qu'à l'instar des tours de New York – puisque les événements font irrésistiblement penser à l'image des tours de New York – on entrevoit aujourd'hui le spectre de l'effondrement de la totalité de la pyramide financière. Dans un pays comme la France, on a peur de prononcer le mot de « récession ». Mais, que dire du mot beaucoup plus impressionnant de « dépression », c'est-à-dire la situation que nous avons connue dans les années 1930. Aujourd'hui nous ne pouvons pas ne pas penser aux années 1930.

Face à cette situation, il faut agir d'abord dans l'immédiat, et ensuite sur une échelle de temps plus longue. Dans l'immédiat, bien sûr, il faut calmer la tempête. Il faut calmer la tempête, mais sans compromettre l'avenir. C'est tout le problème auquel doivent faire face les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les autorités monétaires et financières. Par exemple, après l'effondrement effectif des tours de New York le 11 septembre 2001, la méthode qu'a choisie la Fed, sous la présidence d'Alan Greenspan, a précisément permis d'éviter les risques immédiats. Mais cette même méthode a probablement contribué à créer les difficultés que nous traversons aujourd'hui. Donc aujourd'hui, nous devons chercher des solutions qui nous permettront de sortir des difficultés immédiates sans reporter ces difficultés à un temps ultérieur. Je viens de citer le 11 septembre 2001 et les réactions économiques de l'époque. Mais, si

l'on regarde le débat qui a eu lieu samedi dernier avec le G4, le « sous-G8 européen », on voit que ces interrogations sont présentes à propos de l'éventuelle remise en question des critères de Maastricht, par exemple. Ce sont les préoccupations de Jean-Claude Trichet ou de Jean-Claude Juncker, qui seront avec nous demain et après-demain.

Donc, les gouvernements et les banques centrales doivent s'atteler à trouver des solutions immédiates pour calmer la tempête. Vont-ils réussir ? C'est possible. Personnellement, je le crois. Mais, c'est un acte de foi, parce qu'au moment précis où je vous parle, ce n'est pas sûr.

Et dans un second temps, il faudra reconstruire de nouvelles règles du jeu, en évitant de passer d'un extrême à l'autre, parce que là encore le risque, c'est de passer d'un libéralisme extrême, ou d'une forme de libéralisme extrême, ce qu'on appelle en français le « laisser-faire-laisser-passer », de glisser par un mouvement pendulaire classique à l'extrémité inverse, et de céder à la tentation du protectionnisme – je pense que Pascal Lamy nous en parlera ce soir – ou à la tentation du dirigisme étatique. Il faut donc bâtir, retrouver des règles du jeu évitant ces deux extrêmes.

Le enjeu, c'est l'élaboration d'un système capitaliste mondial efficace et équitable. Et permettez-moi d'insister sur les deux mots, « efficace » et « équitable », car un système capitaliste refondé et qui ne serait pas équitable courrait là aussi à sa ruine, avec à la fois les inégalités entre les pays et à l'intérieur de chaque pays. Il s'agit, au fond, de créer une nouvelle forme de libéralisme organisé et social, adapté aux nouvelles réalités du XXI^e siècle. Tout ceci, Mesdames et Messieurs, ne se fera pas du jour au lendemain. Cela prendra du temps. C'est pour cela d'ailleurs que cette World Policy Conference a de l'avenir devant elle. Il serait très naïf par exemple de s'imaginer qu'en une seule conférence internationale on pourrait reconstruire un nouveau système économique international, ou même un système monétaire.

Je voudrais maintenant évoquer rapidement un problème tout à fait essentiel à mes yeux, comme l'illustre l'histoire du XX^e siècle, celui du lien entre l'économie

et la politique. Contrairement là aussi au rêve de la fin de l'Histoire, je pense que l'économie et la politique, qu'on le veuille ou non, sont indissociables. Que s'est-il passé dans les années 1930 ? Dans les années 1930, nous avons eu la conjonction de deux phénomènes : un phénomène politique qui était les « mauvais traités » – comme disait l'historien Jacques Bainville – qui ont conclu la Première Guerre mondiale, conjugué avec les erreurs de politiques économiques à l'origine de la Grande Dépression. C'est la conjugaison de ces deux courants liés entre eux qui a conduit à la montée du nazisme, des fascismes et finalement aux monstruosité et aux carnages de la Seconde Guerre mondiale. Tout ceci aurait parfaitement pu ne pas se produire. Mais il faut savoir que les tragédies, sous des formes diverses, peuvent aussi se reproduire. Si nous ne parvenons pas aujourd'hui à aller directement, si j'ose dire, de 1929 à 1945, c'est-à-dire à passer directement de la crise à la reconstruction, nous risquons de connaître à nouveau le malheur. Il faut toujours se rappeler que l'Histoire est tragique. Mais l'Europe et les États-Unis, malgré le 11 septembre 2001, l'ont oublié parce que nous vivons dans une sorte de confort, à la fois en termes de sécurité et en termes économiques, sans précédent dans l'Histoire. Et nous sommes par conséquent en danger, du simple fait que nous avons oublié les grands risques inhérents à l'humanité.

La fragilité du monde sur le plan politique est typiquement illustrée par la détérioration des relations entre le monde occidental et la Russie, ces dernières années. En y réfléchissant, comment ne pas être sensible à l'incohérence de nos actions collectives ? Je voudrais en donner rapidement quelques exemples. Premier exemple, la contradiction entre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et celui de l'intangibilité des frontières. Depuis 1989-1991, nous sommes constamment en train d'hésiter entre ces deux principes qui sont à l'évidence incompatibles. Permettez-moi de vous le dire comme je pense : la manière dont nous avons traité la question du Kosovo ne nous met pas à l'aise pour critiquer l'application du principe d'autodétermination à des provinces comme l'Ossétie du Sud ou l'Abkhazie. Si nous continuons avec ces hésitations, comment peut-on imaginer l'avenir d'un continent comme l'Afrique ? Imaginez la remise en question des frontières de l'Afrique, à partir du principe des natio-

nalités ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Imaginez ce que cela peut donner.

Autre exemple sur lequel nous devons absolument réfléchir – et là aussi je vous dis ce que je pense, en n'engageant par conséquent que moi –, c'est l'extension des alliances. Je pense bien sûr à l'OTAN. Comment envisager l'extension des alliances, sans tenir compte de l'intérêt de l'ensemble des acteurs concernés par une telle extension ? Par analogie, je pense aussi à la crise iranienne. Comment peut-on imaginer apporter une forme quelconque de paix et de stabilité au Moyen-Orient, sans que l'Iran soit reconnue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un acteur majeur de la région ? Nous devons faire face à ces réalités.

Pour en revenir à l'Europe, celle-ci a connu au cours des deux derniers siècles deux grandes périodes de paix, quand elle était organisée selon des principes relativement clairs accompagnés de règles du jeu. Ce fut le cas après le Congrès de Vienne de 1815, et ça a tenu grosso modo jusqu'aux années précédant la guerre franco-prussienne de 1870. Et l'autre période, paradoxalement, c'est la Guerre froide, après les accords d'Helsinki de 1975-1976. Je pense que, de ce point de vue, nous devons prendre tout à fait au sérieux les propositions du Président Medvedev qui sera avec nous après-demain. Je pense aux propositions qu'il a faites à Berlin de réfléchir à de nouvelles règles du jeu à l'échelle du continent européen.

Pour souligner l'importance de la relation entre économie et politique, je voudrais vous inviter, nous inviter, à réfléchir aux conséquences que pourrait avoir sur les relations politiques une détérioration majeure de la situation économique. Je viens de faire allusion aux relations avec la Russie, avec notamment la dimension énergétique, mais prenez aussi la Chine. Imaginez un instant que la crise actuelle se traduise par une rupture de la croissance en Chine. La légitimité du Parti communiste chinois – qui bien entendu n'a plus de communiste que le nom – repose entièrement sur la croissance économique et sur les perspectives concrètes pour la population de la poursuite de cette croissance. Imaginez les conséquences politiques, en Chine et autour de la Chine, d'une interruption de la croissance chinoise, sans parler des effets de cette interruption sur

le reste du monde qui en retour risqueraient d'accélérer tous les dysfonctionnements dont j'ai parlé.

J'en arrive à ma conclusion. D'abord le xx^e siècle a été court, mais dense. Les essayistes ou historiens du temps présent, qui disent que le xx^e siècle a commencé en 1919 et s'est terminé en 1989, ont raison, à mon avis. Eh bien, je crois, Mesdames et Messieurs, que le XXI^e siècle commence en 2008. Nous aurons eu vingt ans de transition. Et la crise financière et peut-être économique, dans laquelle nous sommes entrés : c'est peut-être cela qui restera, pour les historiens de demain, comme le point de départ du XXI^e siècle. À l'horizon prévisible, pour les 15 ou 20 ans qui viennent, le monde sera multipolaire, hétérogène et global. Ce ne sont pas des mots creux. Ce sont, je crois, des réalités. Multipolaire, c'est-à-dire qu'il y aura plusieurs puissances qui devront trouver entre elles certaines formes d'équilibre. Hétérogène, cela veut dire qu'il n'y aura pas d'unanimité idéologique. C'est un fait avec lequel nous devons vivre. Global, parce que les traits essentiels de l'interdépendance accrue caractéristique de la mondialisation devraient subsister. Il nous faut donc élaborer de nouvelles règles du jeu, politiques et économiques, assorties de « mesures de confiance », comme on disait au temps de la Guerre froide. Je souligne une fois de plus l'interdépendance entre la politique et l'économie. Ces nouvelles règles devront être adaptées aux nouvelles réalités, en faisant moins d'idéologie que nous n'en avons fait depuis la chute de l'Union soviétique. L'œuvre de reconstruction qui est devant nous est immense. Elle ne s'accomplira pas du jour au lendemain. Cependant, la crédibilité de l'œuvre de reconstruction doit s'affirmer rapidement parce que, si cette crédibilité ne s'instaure pas très vite, nous risquons de vivre des enchaînements diaboliques, comme ceux des années 1930 auxquelles je me suis référé.

Messieurs les Présidents, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Secrétaire général, votre Altesse Royale, la World Policy Conference, dont nous commençons aujourd'hui la première édition, a une mission à la fois ambitieuse et malgré tout modeste : c'est de contribuer utilement à cette œuvre de reconstruction.

Je vous remercie de votre présence et de votre attention.



DISCOURS DE

DMITRI MEDVEDEV

Mesdames et Messieurs,

Je vous suis reconnaissant de m'avoir invité à la première World Policy Conference et je voudrais commencer en saluant la clairvoyance de la France. En concevant il y a presque un an cette conférence, Monsieur Thierry de Montbrial devait savoir qu'elle coïnciderait, pendant ces jours d'octobre, avec la phase la plus aiguë de la crise financière mondiale.

Depuis déjà deux jours, les discussions poursuivies ici, à la Grange au Lac, ont porté sur les dangereux défis auxquels le monde moderne est confronté. L'objectif est d'apporter des réponses communes à ces défis. Même cette salle, avec ses boudeaux russes et sa décoration savoyarde, nous rappelle l'interdépendance et l'unité du monde, ainsi que l'harmonie et la compatibilité des diverses traditions et cultures de notre continent européen.

Maintenant, permettez-moi de vous faire part de mon point de vue sur le déroulement de certains événements du monde et sur les moyens de résoudre les problèmes actuels. Je voudrais aborder trois questions : les moyens de surmonter la crise économique actuelle, la situation dans le Caucase, et pour finir j'aimerais dire quelques mots sur la convocation d'une nouvelle conférence sur la sécurité.

Les questions en discussion montrent que le monde a atteint une phase de transition de son développement extrêmement importante. Les événements récents du Caucase ont démontré qu'il est impossible de calmer ou de contenir un agresseur sur la base d'une politique de blocs. Si des actions irresponsables et aventureuses engagées par le régime au pouvoir dans un petit pays (comme c'est le cas pour la Géorgie) peuvent entraîner une déstabilisation mondiale, n'est-ce pas la preuve que le système de sécurité international, fondé sur l'unipolarité, ne fonctionne plus ?

Il est également évident que l'égoïsme économique est aussi une conséquence de la vision unipolaire du monde

et du désir d'être son mégarégulateur. C'est une politique sans issue en termes de développement économique mondial, j'y reviendrai ultérieurement. Mais d'abord, je voudrais expliquer ce qui a conduit à la génération de risques de conflits dans le domaine de la sécurité.

Je pense que les origines de la situation actuelle peuvent être trouvées dans des événements qui se sont déroulés il y a sept ans. C'est au moment où le monde a laissé passer une chance historique, celle de désidéologiser la politique internationale et de créer un ordre mondial authentiquement démocratique. Il a laissé passer cette chance à cause de la volonté des États-Unis de renforcer leur domination mondiale.

Vous vous souviendrez qu'à la suite du 11 septembre 2001 la Russie et de nombreux autres États n'ont pas hésité à manifester leur solidarité avec les États-Unis. Nous ne l'avons pas fait seulement par volonté de combattre le terrorisme (ce qui est naturel), mais également pour montrer notre volonté de surmonter les divisions que la Guerre froide avait créées dans le monde.

Cependant, après le renversement du régime des Talibans en Afghanistan, les États-Unis ont entrepris une série de mesures unilatérales sans concertation avec les Nations unies, ou même avec certains de leurs partenaires. Il suffit de mentionner la décision de se retirer du traité AMB et l'invasion de l'Irak.

Le résultat est une tendance à l'augmentation des divisions dans les relations internationales. Ceci s'est manifesté dans la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo et dans la relance de facto de la politique de dissuasion si à la mode pendant le xx^e siècle.

Des bases militaires ont été installées le long de nos frontières. La troisième zone de déploiement de missiles anti-missiles (ABM) est en cours de création sur les territoires de la République tchèque et de la Pologne. Certes, le nombre de missiles anti-missiles sera limité, mais à quoi sont-ils destinés, pourquoi sont-ils déployés ? Et, encore une fois, qu'est-ce qui empêchait les États-Unis de consulter d'abord ses alliés ?

Bien sûr, aucun de ces pays isolément ne représente une menace pour la Russie. Mais quand une telle décision

est prise de cette façon, sans consultations, notamment avec ses partenaires de l'OTAN et l'UE, c'est-à-dire sans aucune concertation au sein de l'Europe, nous ne pouvons nous empêcher d'imaginer que demain pourraient être prises de nouvelles décisions de déployer encore davantage de systèmes de défense anti-missiles. Avec ce type de prise de décisions unilatérale il n'y a aucune garantie que cela ne se produira pas, aucune garantie pour la Fédération de Russie de toutes façons.

Le Pacte de Varsovie a cessé d'exister il y a vingt ans, mais à notre grand regret au moins, l'expansion de l'OTAN se poursuit de plus belle. Actuellement, l'OTAN négocie activement l'admission de la Géorgie et de l'Ukraine. De plus, elle traite de la question en termes guerriers : l'admission de ces pays serait une victoire sur la Russie alors que leur maintien en dehors équivaldrait à une capitulation.

Mais le vrai problème est que l'OTAN installe ses infrastructures militaires à proximité de nos frontières et qu'elle trace de nouvelles lignes de partage en Europe, cette fois le long de nos frontières de l'ouest et du sud. Peu importe ce que l'on nous raconte, il est tout à fait normal que nous considérons que ces actions sont menées contre nous. Mais lorsque nous essayons de faire remarquer que cela est objectivement contraire aux intérêts de la sécurité nationale de la Russie, tout le monde commence à devenir nerveux. Comment devrions-nous interpréter ce comportement ?

Je voudrais vous faire comprendre clairement la logique de notre conduite. En aucun cas nous ne voulons d'affrontement. Le succès du développement de la Russie dépend de relations internationales sincères et équilibrées. Ce sont également les meilleures garanties de stabilité dans le monde.

Je voudrais insister sur le fait que nous sommes ouverts à toute coopération. Et que nous avons l'intention de coopérer de façon responsable et pragmatique. Les événements des deux derniers mois ont été accompagnés de leur lot de tragédies mais en même temps ils ont été un exemple de coopération pragmatique entre la Russie et l'Union européenne. Quand la Russie, l'Europe et le monde entier se sont trouvés confrontés à la crise du Caucase, nous avons fait en sorte d'agir rapidement

et en concertation, avec un sens des responsabilités, en pensant à notre avenir européen commun. À ce sujet, je prends acte de l'action audacieuse et responsable du président français Nicolas Sarkozy.

Je suis convaincu que les peuples aspirent à la paix et à l'harmonie. Ils désirent coopérer ; faire des affaires et échanger leurs expériences dans les domaines de la culture et de l'éducation. Ils désirent se rencontrer et communiquer en tant que voisins et amis. Et je ne doute pas que ces facteurs humains se manifesteront encore judicieusement et avec force.

Dans ce contexte, je pense qu'il est essentiel, et c'est un minimum, que nous joignons nos forces pour apaiser et même abandonner la rhétorique d'affrontement, qui, comme nous le savons, tôt ou tard, deviendrait inmaîtrisable.

Nous savons tous très bien que nous avons déjà vécu ce type d'échange de civilités à plusieurs reprises dans le passé. Nous pensions que nous avions tous appris que c'était absurde de nos jours. Plus important encore, qu'est-ce que cela nous apporte comme véritable solution à la crise ? Tout cela est passéiste. La soviétologie est dépassée, mais la soviétologie, comme la paranoïa, est une maladie dangereuse. Et il est dommage qu'une partie de l'administration américaine en souffre encore.

Les gens devraient étudier la nouvelle Russie plutôt que de ranimer les fantômes soviétiques.

Mais je suis sûr qu'un « nouveau Fulton » et qu'une nouvelle édition de la Guerre froide ne sont pas à l'ordre du jour, quelle que soit la profondeur à laquelle ces notions sont ancrées dans l'esprit de certains hommes politiques.

Au cours des deux derniers mois nous avons pu savoir clairement qui était prêt à aider la Russie dans une situation de crise, qui étaient nos vrais amis et qui ne l'étaient pas. Mais nous pensons que rien de fatal ou d'irréversible ne s'est produit. Et soyons francs : la situation actuelle représente une phase aiguë de la crise endémique de l'ensemble de la politique euro-atlantique provoquée par le « syndrome unipolaire ».

Nous avons besoin maintenant de trouver un moyen de sortir de cette crise. Nous devons trouver une sortie tous ensemble.

Mesdames et Messieurs,

À partir de ce qui a été dit, je vais vous faire part de ma vision de ce que devraient être les principes d'auto-organisation dans un monde juste et multipolaire. Il ne fait aucun doute qu'ils devraient reposer sur des élaborations collectives et sur le respect du droit international.

La force utilisée en dehors de la loi engendre inévitablement l'imprévisibilité et le chaos quand tout le monde commence à se combattre, comme ce fut le cas en Irak. Toute application sélective des dispositions fondamentales du droit international nuit à la légalité internationale. Mais la légalité ne peut pas être « sélective » : soit elle existe soit elle n'existe pas.

Je pense que tous les pays, grands et petits, doivent résolument abandonner la guerre comme instrument politique. Si nous admettons que les relations internationales sont un compromis d'intérêts entre des États souverains et égaux, toute tentative visant à dominer et à atteindre ses propres objectifs au détriment des autres devrait être considérée comme amoral. Il est également impossible d'imposer à d'autres États ses lois nationales ou les décisions de ses tribunaux nationaux.

À cet égard, je tiens à souligner l'importance du maintien du rôle central et coordinateur des Nations unies en sa qualité d'organisation internationale la plus « plénipotentielle ». Il est plus important que jamais de renforcer et de faire respecter son autorité internationale et légale.

Maintenant quelques mots sur la nature et les premières leçons à tirer de la crise économique. Elle a été provoquée par l'égoïsme économique d'un certain nombre de pays. C'est quelque chose dont j'ai parlé pour la première fois en juin au Forum économique international de Saint-Petersbourg. Comme nous le voyons, actuellement cette crise menace de compromettre la stabilité du développement de l'ensemble du monde.

Nos experts n'ont pas cessé de donner l'alerte sur les tendances de plus en plus négatives concernant les marchés des denrées alimentaires et le système financier. Avec franchise nous avons fait part de notre estimation de ces menaces futures dans les instances internationales, y compris lors du récent sommet du G8 au Japon. Que faudrait-il faire ?

Tout d'abord, je crois que dans ces circonstances inédites, nous avons besoin de rationaliser et de systématiser nos instances de régulation nationales et internationales.

Deuxièmement, nous avons besoin de mettre fin au grave déséquilibre qui existe entre le montant des instruments financiers émis et les rendements réels des programmes d'investissement. La course à la concurrence alimente les bulles financières, tandis que la responsabilité des entreprises devant leurs actionnaires est diluée et même érodée.

Troisièmement, le système de gestion des risques doit être renforcé. Chaque acteur du marché doit prendre sa part de risques et de responsabilités dès le départ. On ne devrait se faire aucune illusion sur la possibilité pour un avoir quelconque d'augmenter de valeur indéfiniment. Le monde ne fonctionne tout simplement pas de cette façon. C'est contraire aux lois de l'économie.

Quatrièmement, nous avons besoin, pour assurer le maximum de transparence de l'information et pour obtenir toutes les données des entreprises, de renforcer les exigences de contrôle et d'augmenter le degré de responsabilité des agences de notation et des entreprises d'audit.

Et enfin, cinquièmement, nous devons nous assurer que chacun tire avantage de l'élimination des obstacles au commerce international et de la libre circulation des capitaux. Malheureusement, nous ne sommes arrivés à comprendre cette nécessité qu'au travers d'une crise qui a fait baisser le niveau de vie et déstabilisé le monde des affaires.

Tous ces problèmes sont internationaux. Ils appellent à la mise au point et à l'utilisation de nouvelles technologies idoines, en politique et en économie. C'est dans le



but de résoudre ces problèmes que la Russie a lancé son appel en faveur d'un changement dans l'architecture financière mondiale, d'une révision du rôle joué par les institutions actuelles et de la création de nouvelles institutions internationales, des institutions qui seraient capables de garantir une véritable stabilité.

Toute crise offre également une chance de résoudre des contradictions systémiques. Nous devons saisir cette occasion pour remettre à plat nos systèmes afin de prolonger et de maximiser les périodes de croissance de nos économies. La chance est encore à saisir, mais nous avons besoin d'intégrer dans nos esprits la nature multipolaire du monde, et les complexités de la mondialisation.

Le modèle économique unipolaire a déjà démontré son inefficacité pendant la crise des années 1990. Les piliers du système – le FMI et l'OMC – en étaient sortis discrédités. Plus récemment, l'affaiblissement du dollar a créé toute une série de problèmes. Nous assistons actuellement à la décomposition du système financier mondial qui s'opère littéralement sous nos yeux.

L'exemple des États-Unis, et celui d'autres pays également, a montré qu'il n'y a qu'un pas entre le capitalisme auto-régulé et le socialisme financier. Qui plus est, nous les voyons prêts à nationaliser un actif après l'autre. Dans cette conjoncture il faudrait créer des facteurs de la stabilité sous la forme de nouvelles places financières et de monnaies régionales fortes, comme cela s'est déjà produit en Europe avec l'économie de l'UE et une monnaie régionale forte – l'euro.

La Russie va encourager activement ce processus de redressement du système financier international, et pas seulement dans les pays du G8. Il est clair maintenant qu'agir au travers du G8 seul ne suffit pas, et je suis heureux de voir que beaucoup de nos collègues américains commencent à le dire également.

Ce que je veux dire, c'est qu'il est nécessaire que d'autres économies majeures du monde soient également impliquées dans ce processus : la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, et peut-être d'autres encore. En aucun cas l'Europe ne doit devenir le maillon faible et vulnérable.

La mondialisation doit être accompagnée par une augmentation du rôle des États en tant que garants de la réussite du développement national. Des structures collectives de gestion mondiale, quant à elles, devront agir comme arbitres pour assurer la compatibilité des différentes stratégies économiques.

À cet égard, je pense que l'idée du Président Nicolas Sarkozy de tenir une réunion multilatérale pour examiner les problèmes du système financier mondial est une proposition opportune. Sa proposition de créer un espace économique commun entre l'Union européenne et la Russie est également avisée. Il nous serait ainsi plus facile d'assurer la stabilité de nos économies et de créer un véritable nouveau climat pour nos relations.

Je pense que nous pourrions également commencer à discuter ensemble de l'avenir de notre continent commun qu'est l'Europe. Plus précisément il s'agit du rôle de l'Europe dans l'économie mondiale et dans l'établissement d'un ordre mondial plus juste. Historiquement, la Russie fait partie de la civilisation européenne et pour nous, en tant qu'européens, il est très important de savoir sur quelles valeurs sera bâti le monde futur.

Permettez-moi d'aborder la crise du Caucase. Je pense que tout ce qui peut être dit à propos de ses causes a déjà été dit. Nous avons pris nos décisions et leur motivation, je l'espère – est claire pour tous. En attendant, je tiens également à tous vous informer que le retrait des troupes russes de la zone de sécurité autour de l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie sera achevé aujourd'hui, avant minuit.

Les observateurs de l'Union européenne sont maintenant stationnés dans les zones de sécurité à la frontière entre l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie et la Géorgie, nous espérons qu'ils mèneront à bien leur mission de garantir le non-recours à la force et de prévenir toute provocation de la part du régime de Tbilissi. C'est ce dont nous avons convenu avec l'Union européenne.

L'explosion du quartier général de nos forces de maintien de la paix à Tskhinvali montre à quel point la situation est dangereuse et quelles provocations sont possibles. De nombreux soldats de la paix russes ont été tués. Il s'agit d'un crime cruel de plus et les agresseurs seront punis.

Nous voudrions espérer que cette page tragique dans l'histoire du Caucase a été tournée maintenant. Je tiens à souligner une fois de plus le rôle positif qu'a joué l'Union européenne en proposant une solution pacifique à la crise du Caucase. À un moment où d'autres forces dans le monde n'avaient pas la volonté ou la capacité de le faire, nous avons trouvé en l'UE un partenaire actif, responsable et pragmatique. Je pense que c'est la preuve de la maturité des relations entre la Russie et l'UE.

Maintenant, nous devons décider ensemble comment vivre l'après-crise, comment éviter de nouveaux chocs et renforcer les bases de la sécurité internationale dans son ensemble.

Mesdames et Messieurs,

Personne ne peut ignorer le fait que, ni la diplomatie multilatérale, ni les mécanismes régionaux, ni la structure actuelle de la sécurité européenne n'ont pu empêcher l'agression qui s'est produite. En particulier, l'approche basée sur l'OTAN a montré sa faiblesse. Nous devrions tirer des conclusions de cette situation.

La vision euro-atlantique doit prendre maintenant un tour positif. Les événements du Caucase n'ont fait que confirmer le bien-fondé absolu du concept d'un nouveau traité sur la sécurité européenne. Il nous donnerait la possibilité de construire un système de sécurité complet, intégré et solide.

Ce système devrait être identique pour tous les États, en n'excluant personne et sans zones avec des niveaux de sécurité différents. Il devrait contribuer à consolider la zone euro-atlantique dans son ensemble sur la base de règles du jeu uniques. Et il devrait assurer, sous une forme précise et légalement contraignante, des garanties pour notre sécurité commune pendant de nombreuses années.

Mes interlocuteurs me demandent souvent ce qu'il y aurait de nouveau dans ce traité. Ici, à Évian, et pour la première fois, je voudrais vous en présenter quelques dispositions telles que je les imagine.

Premièrement. Le traité devrait clairement affirmer les principes de base pour la sécurité et les relations

intergouvernementales dans la zone euro-atlantique. Ces principes comprennent l'engagement de respecter sincèrement les obligations découlant du droit international, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États, et le respect, par tous, des autres principes énoncés dans le document véritablement fondamental que constitue la Charte des Nations unies.

Deuxièmement. Le caractère inadmissible du recours à la force, ou à la menace de son usage, dans les relations internationales devrait être clairement affirmé. Il est fondamental que le traité garantisse l'interprétation univoque et l'application de ces principes. Le traité pourrait aussi constituer le ciment d'une approche unifiée de la prévention et du règlement pacifique des conflits dans l'espace euro-atlantique. L'accent devrait être mis sur des règlements négociés qui prennent en compte les positions des différentes parties et respectent strictement les mécanismes de maintien de la paix. Il serait peut-être utile de définir les procédures de règlement des conflits eux-mêmes.

Troisièmement. Il convient de garantir l'égalité de la sécurité, et je veux dire une sécurité égale et non tout autre type de la sécurité. À cet égard, nous devons nous baser sur les trois « non ». À savoir, ne pas garantir sa propre sécurité au détriment des autres. Ne pas permettre des actes (par des alliances militaires ou des coalitions) qui fragiliseraient l'unité de l'espace de sécurité commun. Et, enfin, pas de constitution d'alliances militaires qui menaceraient la sécurité des autres signataires du traité.

Nous avons besoin de nous concentrer sur les questions militaires et politiques parce que c'est la sécurité dure (militaire) qui joue actuellement un rôle déterminant. Et c'est dans ce domaine que l'on a pu récemment observer la carence la plus dangereuse en mécanismes de contrôle. Quatrièmement. Il est important de confirmer dans le traité qu'aucun État ou qu'aucune organisation internationale n'aura le droit exclusif de maintenir la paix et la stabilité en Europe. Ceci s'applique également et sans restrictions à la Russie.

Cinquièmement. Il serait bon de fixer des paramètres de base pour le contrôle des armes, et des limites rai-

sonnables à la production d'armements. Nous avons également besoin de structures et de mécanismes de coopération dans des domaines tels que la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme et le trafic de drogues.

Notre travail conjoint sur le traité devrait également estimer dans quelle mesure les structures établies par le passé répondent aux exigences actuelles. J'insiste sur le fait que nous ne cherchons pas à abolir ou même à affaiblir les structures dont nous disposons actuellement. Tout ce que nous voulons, c'est réaliser ensemble des travaux plus harmonisés sur la base d'un ensemble de règles communes.

La pratique nous indiquera la meilleure plate-forme pour les négociations. Et, si nous sommes d'accord pour aller plus loin dans ce projet, il sera essentiel d'y impliquer la communauté des experts internationaux.

Permettez-moi de souligner que nous sommes également ouverts à toute discussion sur d'autres dispositions possibles à ajouter au traité. Mais, en tout état de cause, nous devons accélérer nos efforts pour rénover l'architecture de la sécurité européenne. Si nous ne le faisons pas, nous la verrons se dégrader encore davantage et nous devons faire face à une crise grandissante en matière de sécurité et de contrôle des armements.

En réalité, le régime de non-prolifération dont nous avons hérité n'est pas le mieux adapté à la situation actuelle. Mais même ce régime n'a pas épuisé son potentiel d'efficacité, bien qu'il y ait des problèmes évidents tels que des fractures et des trous dans le Traité de non-prolifération nucléaire, une absence de progrès dans l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques plus performante, et également des perspectives floues pour l'entrée en vigueur du traité d'interdiction totale des essais nucléaires.

Nous attachons une importance toute particulière à la conclusion d'un nouvel accord russo-américain sur le désarmement nucléaire qui soit juridiquement contraignant. Il devrait remplacer le traité START qui expire en 2009. Mais ce dont nous avons besoin, c'est d'un traité et non d'une déclaration. Nous espérons que les États-Unis répondront favorablement à notre proposition.

Tout ce que j'ai proposé aujourd'hui est d'une grande importance pour l'Europe. Je vous invite à ouvrir un dialogue honnête et franc dans un forum qui sera consacré uniquement à cette question. Les leaders de tous les pays européens et de toutes les organisations euro-atlantiques importantes pourront y participer, ainsi que tous ceux qui tiennent à l'avenir du monde, à un développement serein et à la paix des peuples. J'espère que nos voix seront entendues et que cette initiative sera encouragée.

Je vous remercie de votre attention.

DISCOURS DE

NICOLAS SARKOZY

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Cher Dmitri,
Cher Thierry de Montbrial,

En choisissant pour thème central « Où va le monde ? », les organisateurs de cette conférence ne pouvaient viser plus juste : c'est bien aujourd'hui le sentiment d'un monde sans boussole et sans repère qui domine.

Après plusieurs décennies où le monde était partagé en deux camps, l'ordre unipolaire autour duquel on prédisait que le monde s'organiserait n'a pas résisté à la multiplication des crises, au développement des défis globaux, et à l'affirmation de nouvelles puissances. Nous sommes face à la situation radicalement nouvelle, qui ouvre l'ère des « puissances relatives », et qui engendre donc de l'instabilité. Aucun acteur, aussi puissant soit-il, ne peut plus à lui seul régler les crises, faire face aux défis, ni même rallier le monde à sa seule vision des choses.

Je l'ai dit il y a trois semaines devant l'Assemblée générale des Nations unies : l'instabilité et les désordres s'amplifieront si nous n'adaptions pas aux réalités du XXI^e siècle les institutions internationales héritées d'un ordre aujourd'hui révolu. Cette nouvelle multipolarité n'accouchera d'un nouvel équilibre, c'est-à-dire qu'elle ne sera un facteur de paix et de prospérité, que si nous



savons ensemble l'encadrer par un nouveau multilatéralisme. Ceci passe notamment, pour la France, par l'élargissement du Conseil de sécurité, par l'ouverture du G8 aux grandes puissances émergentes. Nous sommes au XXI^e siècle, nous avons les organisations internationales du XX^e siècle, ce qui est étonnant c'est que cela marche aussi bien, malgré cela. Il est temps de changer notre organisation.

La tempête financière sans précédent qui secoue le monde depuis plus d'un an et qui s'est emballée au cours des dernières semaines confirme les termes de cette analyse jusqu'à la caricature : la crise financière née aux États-Unis s'est diffusée partout dans le monde, conséquence de la globalisation ; aucun pays, même parmi les mieux dotés en ressources naturelles et en réserves de change, n'est à l'abri de ses répercussions, même si certains résistent mieux que d'autres ; seule l'action coordonnée des banques centrales et des gouvernements permettra d'enrayer le risque systémique et d'assurer le financement des économies, il ne peut y avoir de réponse isolée à des défis globaux. La France et la Présidence européenne travaillent à cette réponse globale et coordonnée. Dans les heures qui viennent, on en trouvera la concrétisation. En révélant l'ampleur des dérives d'un capitalisme financier livré à lui-même, le coût exorbitant pour la collectivité, la crise a donc démontré l'urgence de définir un cadre réglementaire nouveau qui préviendra les futures dérives et recentrera le système financier sur sa véritable fonction, qui est de financer l'économie. C'est l'objectif du sommet du G8 élargi dont j'ai proposé la tenue avant la fin de l'année. Je remercie Dmitri Medvedev d'avoir compris cette initiative et la Russie d'être prête à s'y associer. Je dis d'ailleurs au Président russe que, dans mon esprit, le G8 est un minimum.

Je ne reviendrai pas, Mesdames et Messieurs, plus longuement sur la vision de la France pour bâtir une nouvelle gouvernance internationale. Je l'ai déjà exposée et la présence aujourd'hui du Président russe Dmitri Medvedev et ma qualité de Président du Conseil européen m'offrent l'occasion de concentrer mon propos sur un sujet, à mes yeux, fondamental : l'avenir des relations entre la Russie et l'Union européenne.

Ne nous le cachons pas, et nous nous connaissons suffisamment, le Président Medvedev et moi, pour parler

vrai : la relation entre la Russie et l'Union européenne vient de traverser une rude épreuve. J'en tire la conclusion que l'Union européenne et la Russie ne doivent pas s'éloigner l'une de l'autre, suscitant la crainte d'une nouvelle division de l'Europe, ravivant même les fantasmes de la « nouvelle guerre froide ». Cette nouvelle guerre froide serait une erreur historique.

Depuis quelques années, la Russie est de retour : retour de la croissance conduisant à une nouvelle richesse ; retour de l'autorité de l'État ; retour de l'influence de la Russie sur la scène internationale. Le monde, et l'Europe plus que quiconque, ont intérêt à une Russie prospère, stable, engagée dans les affaires du monde. C'est notre intérêt. L'Europe souhaite une Russie forte : l'histoire de la construction européenne, réfléchissons un peu, l'histoire de notre continent nous a enseigné qu'un bon voisin, c'est un voisin heureux. Mais la vigueur de ce retour a surpris et parfois inquiété : à l'intérieur, les modalités de la restauration de l'autorité de l'État ont fait naître des interrogations, et vis-à-vis de l'extérieur, le recours à une rhétorique de force et l'accumulation de contentieux ou d'irritants bilatéraux avec plusieurs États membres de l'Union européenne ont suscité la crainte que la Russie puisse considérer la confrontation comme un moyen parmi d'autres pour défendre ses vues et promouvoir ses intérêts.

Ce jugement, bien sûr, doit être nuancé. Cela a été mon rôle de Président de l'Europe que de le nuancer : d'abord parce qu'il existe toujours d'importants espaces de coopération entre l'Europe et la Russie : contre le terrorisme international, nous sommes ensemble pour éviter le retour d'un régime allié d'Al Qaïda en Afghanistan, nous sommes ensemble contre la piraterie maritime, contre la prolifération des armes de destruction massive, nous sommes ensemble. C'est évidemment le cas sur le dossier nucléaire iranien, comme le montre l'adoption récente de la résolution du Conseil de sécurité qui a confirmé que nous sommes unis dans le refus d'un Iran doté de l'arme nucléaire. Ensuite, parce qu'il faut rendre justice à la Russie pour le chemin considérable parcouru en moins d'une génération, après sept décennies de nuit totalitaire, là où il avait fallu parfois plusieurs siècles à nos pays européens ; il faut aussi constater que le peuple russe apprécie la restauration de l'État et le retour de la croissance ; enfin, nous de-

vons reconnaître que la Russie – et l'honnêteté n'est pas une preuve de faiblesse – nous devons reconnaître que la Russie a pu avoir le sentiment d'être négligée par les pays occidentaux, qui ne voyaient plus en elle un partenaire égal, au point que la Russie a pu croire que seul le rapport de force lui permettrait de se faire respecter.

La crise géorgienne a enfoncé un nouveau coin, profond, dans la confiance entre l'Europe et la Russie. J'ai suffisamment confiance dans le Président Medvedev pour que l'on se parle franchement et j'ai apprécié cette capacité à dialoguer à un moment où peu nombreux étaient ceux qui acceptaient le dialogue. J'ai pensé que la réaction de l'armée russe avait été disproportionnée à l'intervention militaire géorgienne. Je dis les choses comme je les pense. Il y a eu une intervention militaire géorgienne qui a été une erreur. Mais la réaction de l'armée russe a été disproportionnée. Par ailleurs, je ne crois pas que soit acceptable la reconnaissance unilatérale par Moscou des indépendances autoproclamées sud-ossète et abkhaze. En Europe et ailleurs, les interrogations et les craintes sur les objectifs réels de la Russie, notamment vis-à-vis de ses voisins, et sur les méthodes qu'elle s'estime légitime à mettre en œuvre pour les atteindre ont suscité cette crise de confiance.

Ce malaise entre l'Europe et la Russie, s'il continuait de s'installer, aurait des conséquences graves, à la fois pour la stabilité et la prospérité de tout le continent européen et sur l'équilibre global du monde.

Moi, je veux vous le dire parce que je le crois profondément, le destin de l'Europe et celui de la Russie sont liés. Ils sont liés par la géographie, c'est rare les pays qui changent d'adresse. Ils sont liés par l'histoire, ils sont liés par la culture, oui par la culture, ils sont liés par l'interdépendance croissante de nos économies. Entre l'Europe et la Russie, les complémentarités sont évidentes : le marché russe est en pleine expansion. Il est pour l'Europe le troisième débouché par ordre d'importance ; et pour réussir la modernisation et la diversification de son économie, la Russie doit s'appuyer sur l'Europe, qui est son premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger : 80 % des investissements réalisés en Russie proviennent de l'Union européenne, et 80 % des investissements russes à l'étranger ont pour destination l'Union européenne. Construire la confrontation entre

nous serait folie. En 2007, l'Europe a investi dix fois plus en Russie que la Chine, autre voisin de la Russie ! L'Europe achète un tiers de son énergie à la Russie, et la Russie écoule 60 % de ses exportations de gaz et de pétrole. L'Europe a donc besoin de la Russie pour garantir la sécurité de ses approvisionnements et la Russie a besoin de l'Europe pour assurer la sécurité de ses débouchés. La raison commande ainsi à l'Europe et à la Russie d'être l'une pour l'autre des partenaires stratégiques. Nous sommes voisins, nous avons un intérêt stratégique à travailler ensemble.

Indispensables l'une à l'autre, l'Europe et la Russie sont aussi deux acteurs essentiels du nouveau monde multipolaire : la Russie s'est relevée de manière absolument spectaculaire des traumatismes des années 1990 ; la Russie est à nouveau une puissance, une puissance écoutée, qui dispose à la fois des moyens et de la volonté de peser sur les affaires du monde. De son côté, l'Union européenne, qui constitue déjà le premier ensemble économique et commercial, intensifie ses efforts pour se doter d'institutions stables et de moyens militaires qui lui permettront de jouer pleinement le rôle d'acteur global auquel ses atouts la destinent. De la nature des relations qui s'établiront entre la Russie et l'Europe dépendent donc également l'équilibre global du système international, et notre capacité à faire face aux grands problèmes du monde. On l'a vu à l'occasion du conflit géorgien, c'est la médiation de l'Union européenne qui a permis la cessation des hostilités et ouvert la voie à un processus négocié pour sortir d'une crise dont les conséquences dépassent la seule région du Caucase. Le partenariat entre l'Europe et la Russie, c'est une chance pour le monde, pour sa stabilité, pour sa prospérité et pour sa paix.

Alors entre nous, il faut rétablir la confiance, qui est la condition de la relance d'un partenariat euro-russe ambitieux. Comment faire ?

D'abord, en réglant la crise géorgienne.

Avec le déploiement des observateurs européens aux côtés de ceux de l'OSCE et de l'ONU et le retrait des troupes russes des zones adjacentes à l'Ossétie du Sud et à l'Abkhazie, ainsi que nous étions convenus au terme de longues négociations, l'Europe et la Russie

auront tenu parole et rempli la première partie de leur contrat. La crise a commencé le 8 août, nous sommes le 8 octobre. Deux mois. Alors, je vois bien les donneurs de leçons qui trouvaient que ce n'était pas assez clair, pas assez rapide. Vous connaissez le proverbe « quand je m'ausculte, je m'inquiète, quand je me compare, je me rassure ». C'était indispensable, pour enrayer l'aggravation de la crise de confiance et pour montrer que le dialogue entre l'Europe et la Russie produit des résultats, et donc l'annonce d'aujourd'hui est capitale. Il faut désormais, sur le terrain, que les parties s'abstiennent de toute provocation et respectent le travail des observateurs internationaux. Il faut aussi que la même volonté de trouver des solutions justes, durables et conformes aux principes internationaux préside aux discussions internationales qui doivent s'engager à quelques kilomètres d'ici, à Genève le 15 octobre. Pour aboutir, ces discussions doivent associer tous les acteurs concernés, mais aussi respecter les positions de chacun. Ce sera, je le pense, l'objet d'une partie de notre déjeuner.

Pour résorber le malaise qui s'est installé et rétablir durablement la confiance entre l'Europe et la Russie, il faut aussi que, l'un comme l'autre, nous manifestions dans nos paroles et dans nos actes le même désir d'écoute, de partenariat et de dialogue. L'Union européenne a fait des gestes clairs en ce sens à l'occasion de la crise géorgienne. J'ai fait le pari du dialogue avec Moscou, au moment où celui-ci n'allait pas de soi et où nombreuses étaient les voix, en Europe et ailleurs, qui prônaient l'adoption de sanctions. Eh bien, je ne regrette pas d'avoir fait le pari de la confiance et du dialogue. L'Union a mis sa relation avec la Russie « sous observation », mais elle a choisi le dialogue, et la mise en œuvre intégrale des accords du 12 août et du 8 septembre ouvre la perspective de la reprise de la négociation d'un accord cadre ambitieux, tant par son champ – les « quatre espaces » définis lors du sommet de Saint-Petersbourg –, que par l'intensité de la coopération.

Une telle ambition, si elle est partagée, tracera le chemin vers un véritable « espace économique et humain commun », entre la Russie et l'Union européenne :

- dans le domaine de l'énergie, nous avons un partenariat à créer, fondé sur la transparence, la réciprocité, la règle de droit et la non-discrimination, et des coopéra-

tions ambitieuses pour promouvoir l'efficacité énergétique et le développement des énergies nouvelles ;
- en matière d'investissements, qui doivent être accueillis de part et d'autres dans le cadre de règles prévisibles, claires, stables ;
- dans le domaine commercial, en établissant un accord renforcé et global de libre-échange, qui prendrait appui sur les résultats de l'adhésion de la Russie à l'OMC, qui demeure de son intérêt, à la Russie, et du nôtre ;
- dans le domaine financier, où la crise que nous traversons et ses répercussions en Europe comme en Russie démontrent que nous avons un intérêt commun à définir des règles et des pratiques convergentes en matière de régulation, de comptabilité et de surveillance, Dmitri Medvedev a fait des propositions. Il n'y a rien dans ses propositions qui ne me choque ou qui ne soit contraire avec ce que je pense moi-même ;
- entre nos peuples, enfin, en facilitant les déplacements conformément aux accords conclus en matière de visas, avec pour objectif ultime un espace de circulation sans visas, et en multipliant les échanges entre nos sociétés civiles. Quel meilleur chemin pour favoriser la meilleure compréhension mutuelle des valeurs auxquelles nous sommes attachés, la démocratie et les droits de l'Homme ? Un espace économique commun entre la Russie et l'Union européenne, voilà une vision digne du siècle que nous commençons.

L'Europe espère que la Russie n'hésitera pas à faire ce choix stratégique du partenariat qui ne se résume pas aux relations particulières que la Russie entretient avec chacun de nos membres. Les contentieux bilatéraux qui subsistent doivent être apurés, car le fondement même de l'Union, c'est la solidarité entre les États qui la composent. La Russie doit s'engager dans la négociation de l'accord cadre avec le souci légitime d'y défendre ses intérêts et le droit que ceux-ci soient pris en compte, mais aussi avec la volonté de rassurer et d'apporter des réponses aux interrogations des pays européens qui ne sont pas toutes dénuées de sens. Je pense en particulier au domaine énergétique, où l'ère des suspicions doit céder la place à l'ère de la sécurité réciproque.

J'ai entendu le Président Medvedev présenter ses idées pour un nouveau pacte de sécurité de Vancouver à Vladivostok. Eh bien, je veux lui dire que nous sommes



prêts à en discuter, car la sécurité, en Europe et au-delà, est un bien commun et donc un autre champ naturel de coopération entre l'Europe et la Russie. Cette coopération doit d'abord se fonder sur les acquis, qui sont loin d'être négligeables mais que nous pouvons encore développer : à l'OTAN, d'abord, où le Conseil OTAN/Russie, symbole de la fin de la Guerre froide, offre un cadre pour une réflexion stratégique commune, mais aussi pour des coopérations concrètes entre nos systèmes de défense ; dans le cadre de l'Union européenne ensuite, où la participation militaire de la Russie à l'opération EUFOR au Tchad peut préfigurer un véritable partenariat ; et nous avons été contents d'avoir nos amis russes à nos côtés sur ce dossier si difficile. On pourrait même faire de la Russie un interlocuteur privilégié de la PESD. La France est prête, dans chacune de ces organisations, à approfondir le travail commun avec la Russie.

Mais, ces dialogues et ces coopérations manquent sans doute de cohérence. Et c'est là que la proposition de Dmitri Medvedev répond à un besoin réel. Alors, pourquoi ne pas remettre à plat, tous ensemble, institutions et pays concernés, tout ce qui concerne la sécurité de notre continent ? Et puisque nous sommes au début du siècle et que tu as fait cette proposition, pourquoi ne pas moderniser ensemble une pensée, des réflexes, des habitudes qui datent de la Guerre froide ? Nous pouvons sans doute le faire dans le cadre de l'OSCE, seule enceinte qui rassemble sur un pied d'égalité tous les acteurs de la sécurité paneuropéenne. Je propose qu'un sommet de l'Organisation soit spécialement convoqué à cet effet avant la fin de l'année 2009 pour que nous discutions de tes propositions et de celles de l'Union européenne pour de nouveaux concepts de défense paneuropéens.

Cet exercice supposera naturellement une volonté de compromis, Dmitri, une compréhension mutuelle et une honnêteté mutuelle ; un effort pour inscrire notre sécurité commune dans un cadre rénové fondé sur nos intérêts mais aussi sur nos valeurs : l'histoire tragique de notre continent enseigne qu'il n'y a pas de sécurité durable qui repose seulement sur l'équilibre des forces. L'équilibre des forces, ce n'est pas le garant de la sécurité durable, il faut aussi la démocratie, il faut aussi les droits de l'Homme qui sont des facteurs essentiels de stabilité. Il ne s'agit pas de donner des leçons à qui

ce soit. Chacun d'entre nous avons dans nos propres pays nos faiblesses. Mais c'est le message que porte l'Union européenne. C'est ce message que je porterai dans le dialogue que nous aurons avec la Russie sur cette question de la sécurité.

Un cadre de sécurité paneuropéen comporterait donc des arrangements de sécurité, notamment dans le domaine des armements conventionnels, mais aussi la réaffirmation de ces valeurs et des instruments et institutions qui en permettent l'expression et la protection. Ce cadre devrait également permettre la résolution pacifique des différends, parce que la crise géorgienne nous a appris qu'un conflit prétendument gelé peut vite dégénérer en guerre ouverte.

Enfin, mais est-il besoin de le préciser, ce dialogue dans lequel nous sommes prêts à entrer avec la Russie, je le dis à Dmitri, doit associer nos amis et nos alliés américains. Je ne prends pas mes instructions en Amérique, mais l'Amérique c'est notre amie et notre alliée. Il ne faut pas craindre cette relation entre l'Europe et les États-Unis. Nous sommes amis, nous sommes alliés. Nous avons notre propre vision. Nous ne sommes pas les agents de quelque puissance que ce soit. Mais si on parle sécurité, de Vladivostok à Vancouver, cela concerne aussi nos alliés. Cela concerne la sécurité sur notre continent, parce que la sécurité de notre continent repose sur un lien transatlantique fort. Je me sens suffisamment indépendant pour revendiquer ce lien. Nous avons bien été contents, nous, en Europe d'avoir ce lien au moins à deux reprises.

Autant que de la nature des institutions ou des contours des alliances, la sécurité en Europe dépend aussi du renoncement définitif à l'ambition de « sphères d'influence », et du respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque pays. Je le dis devant le Président serbe, l'histoire récente n'a pas été facile pour la nation serbe, qui a vocation, à mes yeux, à intégrer l'Union européenne. Ne oublions pas : l'« étranger proche » de la Russie est souvent, aussi, celui de l'Union européenne. C'est un fait notre « voisinage commun ». Il doit être un champ de coopération, pas un terrain de rivalités.

Mesdames et Messieurs,

La multiplication des crises et la montée des défis globaux ont mis en lumière le dérèglement du monde en même temps qu'elles ont révélé l'insuffisance des règles et des institutions internationales héritées d'une autre époque. Nous avons la responsabilité aujourd'hui d'inventer rien moins qu'une nouvelle gouvernance mondiale. Nous le devons pour préserver la paix et la prospérité pour nos peuples, et éviter que les relations internationales ne basculent à nouveau dans un jeu à somme nulle où les uns doivent forcément perdre pour que les autres gagnent. Ce raisonnement est un raisonnement insensé.

La relation entre l'Europe et la Russie a été éprouvée au cours des dernières années. Nous devons surmonter ce malaise, car entre la Russie et l'Europe, le partenariat est naturel, il est nécessaire. Il sera un facteur majeur d'équilibre. Il apportera une contribution décisive à la stabilité de l'ordre international que nous devons bâtir. Jamais au cours de ces dernières semaines, je n'ai eu à regretter de faire le pari du dialogue et de la confiance avec le Président de la République de la Russie, Dmitri Medvedev, que je suis heureux de retrouver ici, à Évian.

Je vous remercie.

DISCOURS DE CLÔTURE DE THIERRY DE MONTBRIAL

Messieurs les Présidents, votre Altesse Royale, Mesdames, Messieurs, nous voilà arrivés au troisième et dernier jour de notre World Policy Conference.

Je voudrais partager brièvement quelques réflexions avec vous et mettre en relief quelques points qui me paraissent particulièrement importants.

Le premier, c'est la fin de l'unipolarité que j'ai évoquée dès le début de la conférence. Ma conviction est que nous sommes pleinement entrés dans le XXI^e siècle et que nous sommes les témoins de la fin de l'unipolarité. Cela signifie que nous avons, un peu péniblement, à redécouvrir la diversité du monde. Beaucoup de représentants de ce que l'on appelle le Sud, une

expression encore largement utilisée même si le Sud n'est pas nécessairement au sud, admettent la notion de valeurs universelles telles que les droits de l'homme et la démocratie. Je crois que c'est même assez frappant. Mais ce qu'ils n'admettent pas, ce qu'ils refusent, c'est la tendance occidentale à vouloir imposer des modalités particulières de gouvernance, au nom de ces valeurs universelles, et ceci sans considération de l'histoire de chaque peuple. C'est par l'exemple, et non par la contrainte, que les valeurs se diffusent, avec leurs conséquences politiques.

Je crois qu'une autre leçon à tirer de ces quelques heures passées ensemble, et qui va dans le même sens, c'est que nous avons beaucoup à apprendre de certains aspects de la gouvernance dans certaines sociétés traditionnelles. Ainsi, en matière de traitement des problèmes de minorités, nous, occidentaux, avons-nous tendance à vouloir donner des leçons aux autres, en dépit de nos propres échecs. Sur ces questions extrêmement complexes des minorités, qui vont continuer à nous occuper sans doute assez longtemps dans les années qui viennent, nous avons tout intérêt à regarder comment opèrent certaines sociétés traditionnelles et à essayer d'en tirer des enseignements. Il n'y a pas de raison que l'apprentissage ne se fasse pas dans les deux sens. Ici, nous sommes loin de l'idée de « choc des civilisations ».

Un autre point qui a émergé dans cette salle hier matin lors de l'intervention du Représentant du Président mexicain, c'est que malheureusement l'évolution du monde ne va pas uniformément dans le sens de l'extension de la démocratie. Ce que nous a dit notre ami mexicain à propos du recul de la légitimité de la démocratie en Amérique latine, et certainement dans d'autres endroits du monde, nous incite à réfléchir profondément. Dans le même ordre d'idée, la crise financière et économique actuelle aura des incidences sur la légitimité de l'économie de marché.

Je voudrais également mettre en relief une idée complémentaire fort importante et omniprésente dans nos débats : c'est que la gouvernance mondiale ne peut reposer que sur le respect mutuel entre des peuples qui, en raison de la Guerre froide ou pour d'autres raisons, comme jadis la colonisation, ne s'écoutaient pas. La gouvernance mondiale, pour l'avenir, ne peut reposer

que sur le respect mutuel et l'écoute, ce qui implique la connaissance des autres, l'effort de compréhension des autres même si a priori on n'est pas d'accord. Je pense que les mots clés sont ici la curiosité et finalement la tolérance, parce qu'en fin de compte, la valeur commune à tous les principes que je viens d'énoncer est bel et bien la tolérance, et ceci dans l'intérêt de tous.

Et pour employer un concept très éculé, je dirais que nous devons faire en sorte que la future gouvernance mondiale soit un « jeu à somme positive ». Mais pour cela il faut de la volonté et de la persévérance. On parle de volonté politique. Il faut la volonté de tous. On peut y arriver si tous les acteurs de la planète s'impliquent, certes les principaux d'entre eux mais pas seulement ceux-là : les petits pays ont également un rôle considérable à jouer. Tout deviendra possible si l'ensemble des acteurs du monde manifeste la volonté de promouvoir la coopération et le dialogue.

Il résulte de ce que je viens de dire que les règles de la future gouvernance devront être élaborées avec la participation de tous. C'est une des idées fortes que je retiens de ce que nous avons entendu hier et avant-hier. Encore une fois, nous avons beaucoup à apprendre, à attendre et à faire avec les pays dits du Sud.

Ces futures règles du jeu ne seront légitimes que si elles sont élaborées avec la participation de tous. Une des raisons pour lesquelles la gouvernance actuelle est défailante, c'est que les règles du jeu ont été élaborées par une petite partie seulement de la planète. C'est le cas même de la Déclaration dite Universelle des Droits de l'Homme. Il y va de la légitimité et il y va aussi de l'efficacité. Parce que, même techniquement, on ne peut pas être efficace si l'on n'est pas légitime. Il y a un lien entre l'efficacité et la légitimité.

Je voudrais parler d'un autre point qui ressort de nos discussions. Il s'agit de la relation entre le régional et le global. Un grand nombre de problèmes planétaires ne peuvent pas être résolus au niveau le plus haut. Cela rejoint ce que dans l'Union européenne on appelle le principe de subsidiarité. Nous devons, pour la conception de l'architecture de la gouvernance future du monde, attacher beaucoup plus d'importance que dans le passé aux structures régionales et à l'articulation

entre les structures régionales et les structures globales. Naturellement l'UE répond à ce schéma mais son expérience est à la fois unique et limitée.

Enfin, ces principes généraux s'appliquent à tous les domaines, me semble-t-il, et en particulier au domaine économique. On le voit bien dans la crise financière actuelle. Les racines de la crise de confiance que nous traversons se trouvent précisément dans l'insuffisante coopération, dans les années passées, entre les différentes institutions ou gouvernements en charge de ces questions. Ce ne sont pas seulement des questions techniques. Hier, nous avons bien vu, avec Jean-Claude Trichet, que si la perte de confiance persiste, ce n'est pas seulement pour des raisons techniques mais bien parce que les institutions concernées n'ont pas encore trouvé le bon mode de coopération. On bute sur un problème de crédibilité.

Pour conclure, je voudrais vous dire que cette toute première édition de la World Policy Conference a eu bien des imperfections. J'en suis évidemment moi-même conscient, mais enfin je crois tout de même que l'expérience est encourageante. Il me reste, à ce stade, à remercier très chaleureusement toutes les équipes qui ont contribué à l'organisation de cet événement et naturellement les sponsors sans lesquels la conférence n'aurait jamais pu se produire. Donc à toutes et à tous mes remerciements les plus chaleureux. Je veux ensuite vous dire que nous continuerons. Ceci est la première et après cette première il y aura une deuxième, troisième et quatrième, etc. Je pense que le résultat de cette première réunion est suffisamment encourageant pour que l'on puisse prendre cette décision d'ores et déjà. Je vous donne donc rendez-vous à l'automne prochain et, pourquoi pas, dans un pays émergent.

Avant de passer la parole à nos deux amis qui vont animer la première table ronde, Mesdames et Messieurs qui êtes dans cette salle je vous adresse également, de tout cœur, mes remerciements pour votre gentillesse et votre écoute.



PRESSE



Not Quite Ready To Dump America

BY JIM HOAGLAND, THE WASHINGTON POST, SUNDAY, OCTOBER 12, 2008

EVIAN, France

Looking down on the smoking ruins of the world's stock markets and financial institutions from the Alpine foothills, Russian President Dmitry Medvedev took consolation where he could find it last week by celebrating the joys of American decline.

The era of "unipolarity" —of the United States setting itself up as the "mega-regulator" of world affairs— has reached a well-deserved end, Medvedev told other leaders with undisguised satisfaction. That failure became indisputable in August, he continued, when the United States was powerless to prevent Georgia from attacking Russian forces and Russia from responding by invading its neighbor.

Dump America Inc. was the implicit geopolitical stock tip that Medvedev gave his listeners at the World Policy Conference, a three-day leadership brainstorming session staged here by Ifri, France's leading think tank. Another invisible subtext ran like a television crawl line across Medvedev's chest as he spoke: The Kremlin is back in the business of recruiting needy client states.

Medvedev spoke here Wednesday, a day after his government indicated that it would respond favorably to Iceland's request for a \$5 billion bailout of that country's cratering banking system —much to the consternation of Estonian President Toomas Hendrik Ilves and other Baltic leaders. "Containment seems not to be an option in the time of globalization's free capital flows," Ilves told me glumly.

The Russian President also laid out new details of an initiative to have European leaders negotiate a new security treaty with Russia that would marginalize NATO and the United States. He also talked up proposed Russian-European Union agreements that would exclude America altogether.

These are bleak, life-support days for the Bush administration, which has seen its early audacity race into hubris and now train wreck. Its democracy promotion efforts in Iraq, Afghanistan and elsewhere are in deep trouble, its free-market ideology is being blamed for contributing to the world financial crisis, and the Democrats look poised to take control of Washington. For Medvedev and Vladimir Putin, his patron and prime minister, the iron is irresistibly hot.

But as I listened to the freewheeling discussions, I wondered if the widespread obituaries being written for American power and all that it stands for might not turn out to be premature. I did not hear the deep questioning of the American model of capitalism that I expected at this moment of financial terror, and Medvedev's blatant attempt to drive wedges



between Europe and the United States was effectively blunted by French President Nicolas Sarkozy.

We will be glad to discuss European security with you, Sarkozy responded directly to Medvedev, but we will be joined by "our friends and allies, the Americans... Such matters concern them, too."

Sarkozy also warned his guest that new security arrangements for Europe would not recognize "spheres of influence" (a concept recently endorsed by Medvedev) and would have to be based on democratic freedoms and respect for human rights. "Balance-of-power politics cannot guarantee stability for our continent," Sarkozy added.

Music to the ears of an American participant. But for me the high point was listening to three democratically elected leaders from the developing world advise their Western peers not to give up on supporting democracy and market liberalization in their countries and everywhere else.

"Free elections are the only way out of crises" that would spark repression or chaos for dictatorial regimes, said Mongolian President Nambaryn Enkhbayar. His view was strongly echoed by Kenyan Prime Minister Raila Odinga.

"Trade and investment are vital to Africa's ability to work its way out of today's economic mess," said Senegalese President Abdoulaye Wade. "You in the North should be truly Keynesian about this crisis. Put your billions into investments in Southern Hemisphere countries to create real assets and jobs —not financial bubbles— and you will get the best returns possible."

And Saudi Arabia's Prince Turki Al Faisal —while warning that Western countries should not try to force-feed democracy to the kingdom— acknowledged that a country that refused to try any "of the dishes that democracy has to offer risks starving to death."

There was, to be sure, skepticism and anger in Evian over what Sarkozy called the excesses of "financial capitalism," which routed huge pools of savings away from the productive economy into the pursuit of unrealistic returns before slamming into the ditch.

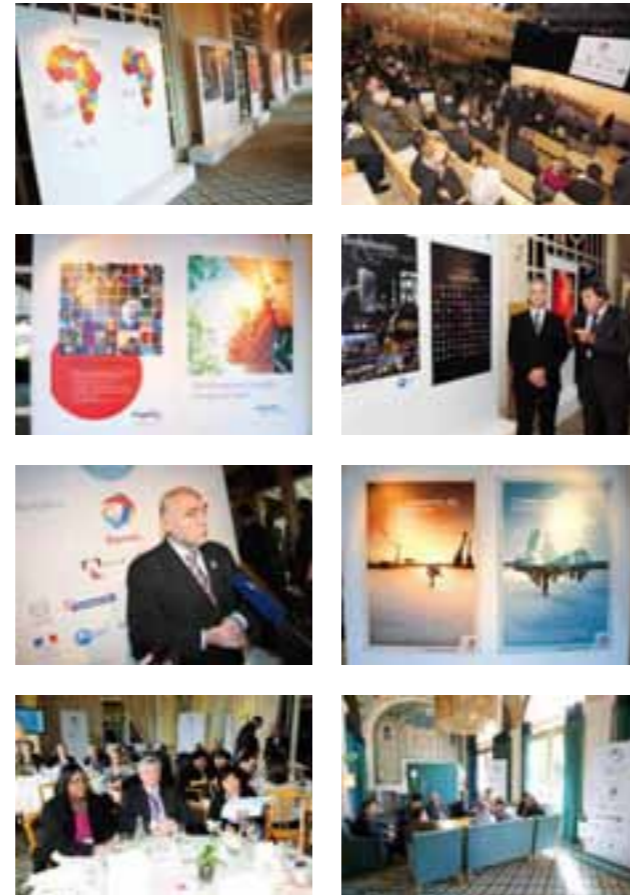
But there was a solid consensus also for global oversight and regulation, not for a renunciation of the free market. Medvedev's Dump America message did not make much progress. What the world seems to await is better American leadership, not its elimination.



PARTENAIRES &
ORGANISATEUR

Sponsors

- TOTAL
- RUSAL
- GENERALI
- GROUPE OCP
- EUROBANK EFG
- ORANGE
- GDF SUEZ
- ARCHITECTURE LUMIÈRE
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES
- CITELUM
- CEGELEC
- PHILIPS
- FONDATION ZINSOU
- KOREA FOUNDATION



Partenaires Médias

- FINANCIAL TIMES
- FRANCE 24
- FRANCE INTER
- LE NOUVEL OBSERVATEUR



Organisateur

Institut français des relations internationales



L'Ifri (Institut français des relations internationales), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, est indépendant de toute tutelle administrative ou politique. C'est un centre de recherche et de débats traitant des questions internationales majeures. Selon le Foreign Policy Research Institute, c'est l'un des dix premiers *think tanks* dans le monde, en dehors des États-Unis.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs à temps plein et de nombreux chercheurs associés, français et étrangers. Ses travaux, orientés vers l'action (*policy-oriented*), se poursuivent dans différents groupes de recherche, régionaux et transversaux. L'Ifri suscite des échanges de tous niveaux entre chercheurs, experts et décideurs des secteurs privé et public. L'Ifri organise quotidiennement conférences, colloques internationaux et rencontres avec des chefs d'État ou de gouvernement ou de hautes personnalités françaises et étrangères.

Les travaux et les débats de l'Ifri sont publiés dans la presse générale et professionnelle et notamment dans sa revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que dans son rapport annuel *RAMSES*. Son site Internet www.ifri.org est une riche banque de données et le premier outil de diffusion de ses activités.

L'Ifri affirme sa dimension européenne avec son antenne de Bruxelles, Ifri Bruxelles, ouverte en mars 2005. Fort de son expérience, avec son équipe venant de tous les horizons, couvrant une large palette de thèmes et lié à de nombreux réseaux internationaux, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* européen majeur résolument tourné vers la prospective et vers l'action.

La World Policy Conference est une initiative de l'Ifri, produite en 2008 par Euro RSCG Worldwide Events.

Thierry de Montbrial
Directeur général

SongNim Kwon
Chargée de mission auprès
du directeur général

Natacha Crance
Chargée de communication

Dominique David
Directeur exécutif

Brynhild Dumas
Directeur du développement

Valérie Génin
Secrétaire général

Nicolas de Germay
Conseiller spécial pour la WPC

Contact :

Dr. SongNim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

WORLD
POLICY
CONFERENCE

WORLD
POLICY
CONFERENCE



Crédits

Responsables éditoriaux
Philippe Moreau Defarges et SongNim Kwon

Crédits photos
CLASH VISUEL, ©Bahi – ©Jean-Marc Charles

Conception et Réalisation
Trocadéro – Paris

Imprimé en France – Décembre 2008





27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15
Tél. : 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax : 33 (0) 1 40 61 60 60
www.ifri.org